Rapport *Annuel*

Esso S.A.F. 1993



Sommaire



SOCIETE DU GROUPE EXXON

Esso Société Anonyme Française
au capital de 595 898 000 F
2, rue des Martinets, Rueil-Malmaison
(Hauts-de-Seine)
Code APE 232 Z
R.C.S. Nanterre B 542 010 053

Adresse postale :
92569 Rueil-Malmaison Cedex
Téléphone : (1) 47 10 60 00
Télex : Esso 620 031
Télécopie : (1) 47 10 66 03

Documents présentés à l'assemblée générale des actionnaires du 14 juin 1994 ; communiqués au Comité Central de l'Unité Économique et Sociale Esso S.A.F./Esso Raffinage S.A.F.

Conseil d'Administration

Jean Verré
Président

Jean Boillot
Philippe Dulac
Michel Kopff
Jean-Luc Randaxhe
Jean Rauzier
Claude Roux

Comité Directeur

Jean Verré
Président-Directeur Général

Jean-Luc Randaxhe
Directeur Général Produits Pétroliers

Robert K. Meahl
Directeur

Secrétaire Général

Jean Taillardat

Contrôleur

Patrick Heinzlé

Trésorier

Guy Henry

Commissaires aux Comptes

Daniel Dudon
Titulaire

Édouard Salustro
Titulaire

Jean-Michel Garnier
Suppléant

Chiffres *Clés*

Les Administrateurs d'Esso S.A.F.

Jean Verré
Président de :
- Esso Raffinage S.A.F.
- Esso REP

Jean Boillot
Administrateur de :
- Automobiles Peugeot
- Peugeot-Talbot Motors

Membre du Conseil de Surveillance de :
- Peugeot S.A.

Philippe Dulac
Président de :
- Paribas Luxembourg

Administrateur de :
- Paribas International
- Paribas Belgique
- Paribas Limited
- Cetelem
- Compagnie Bancaire
- Crédit du Nord
- Compagnie Foncière
- Cogedim
- Scoa
- Colgate Palmolive

Membre du Directoire de :
- Compagnie Financière de Paribas
- Banque Paribas

Michel Kopff
Président du Conseil d'Administration de :
- Maersk France S.A.

Gérant de :
- Wagram-Morizet S.A.R.L.

Jean-Luc Randaxhe
Administrateur de :
- Esso Raffinage S.A.F.
- Port Autonome du Havre

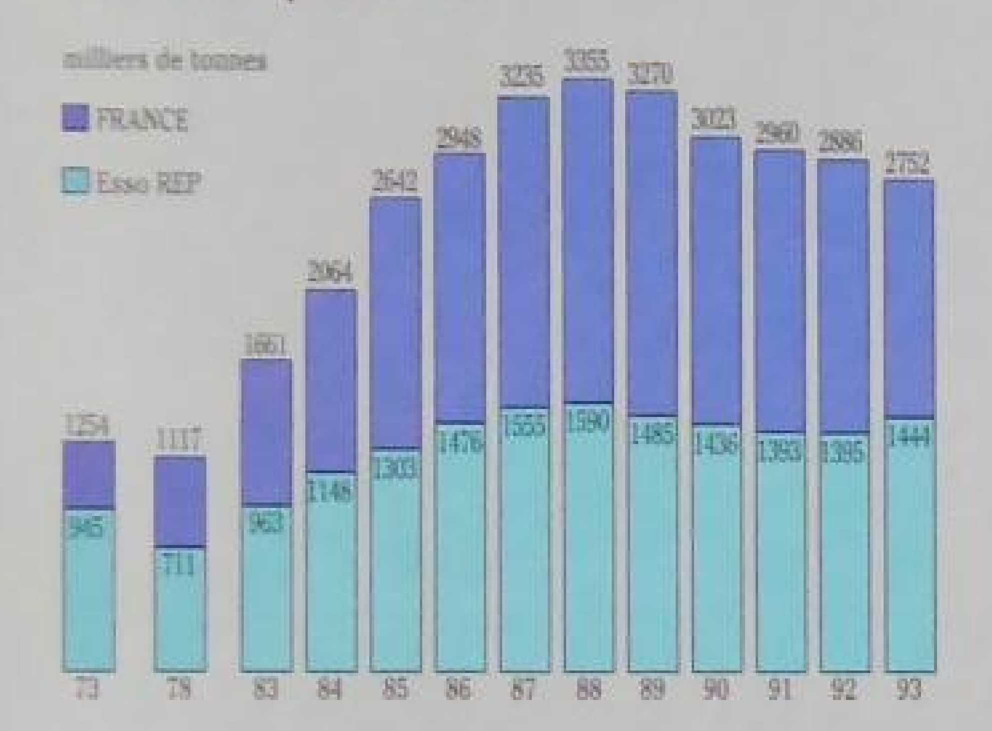
Représentant permanent d'Esso S.A.F. au Conseil d'Administration de :
- Société du Pipeline Sud-Européen

Jean Rauzier

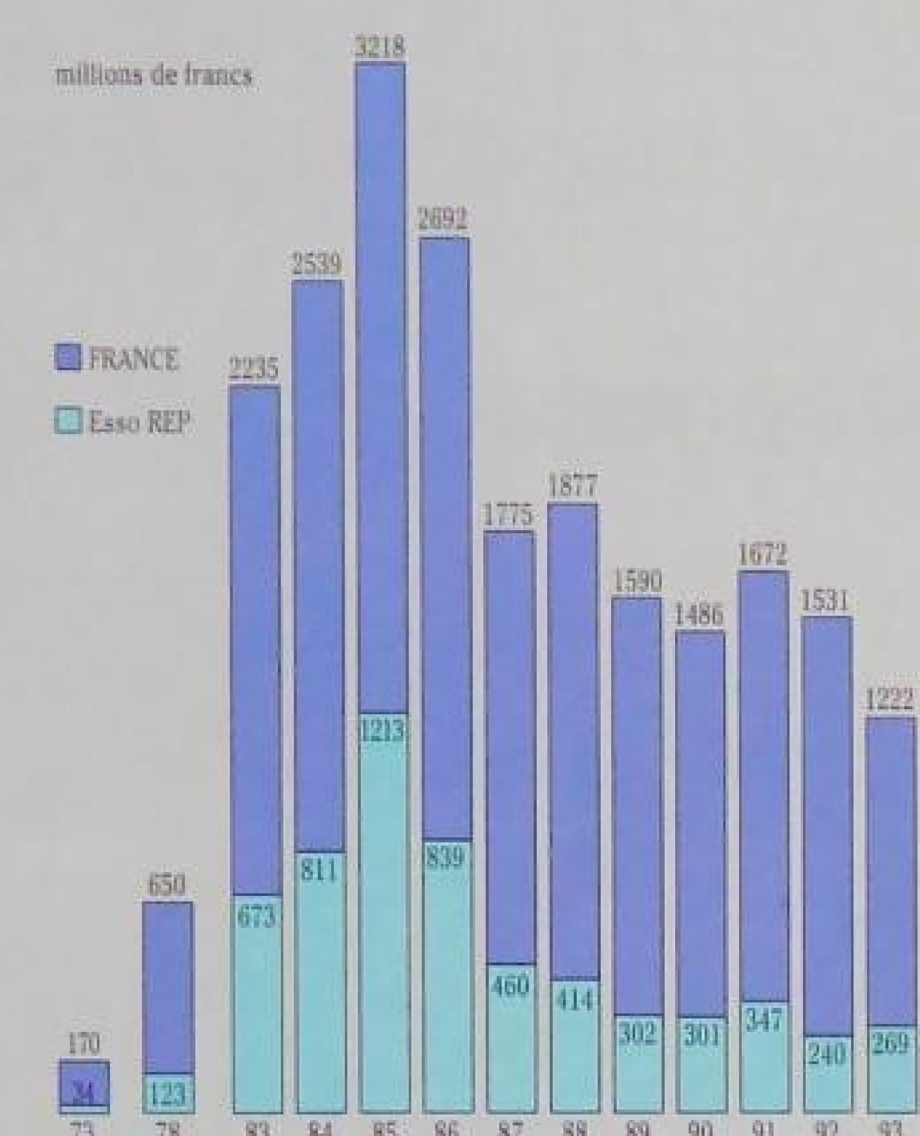
Claude Roux
Président de :
- Scania France
- Scania Production, Angers

Exploration - Production

Production de pétrole brut

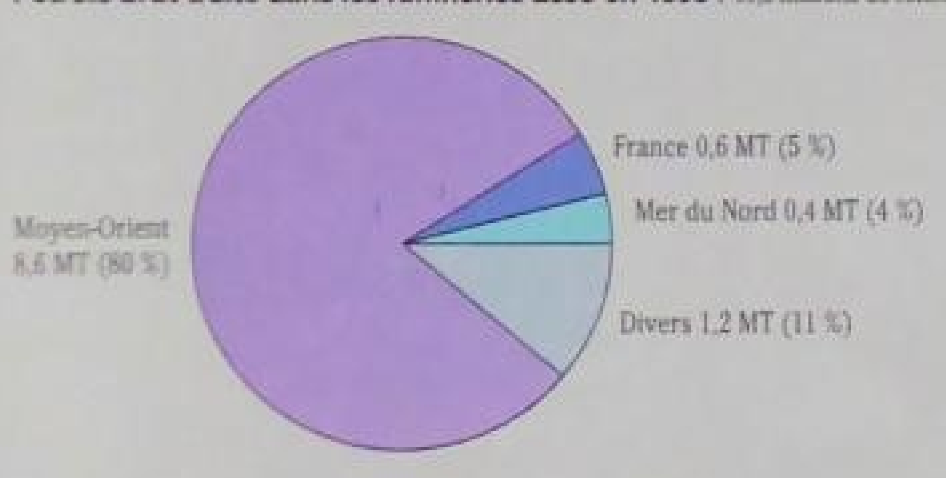


Dépenses annuelles d'exploration et de production en France



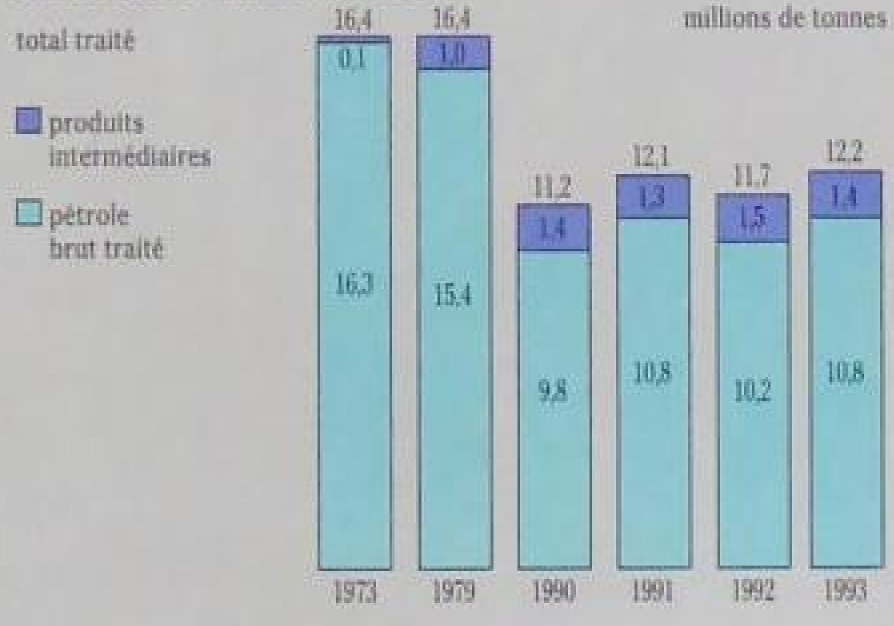
Raffinage

Pétrole brut traité dans les raffineries Esso en 1993 : 10,8 millions de tonnes

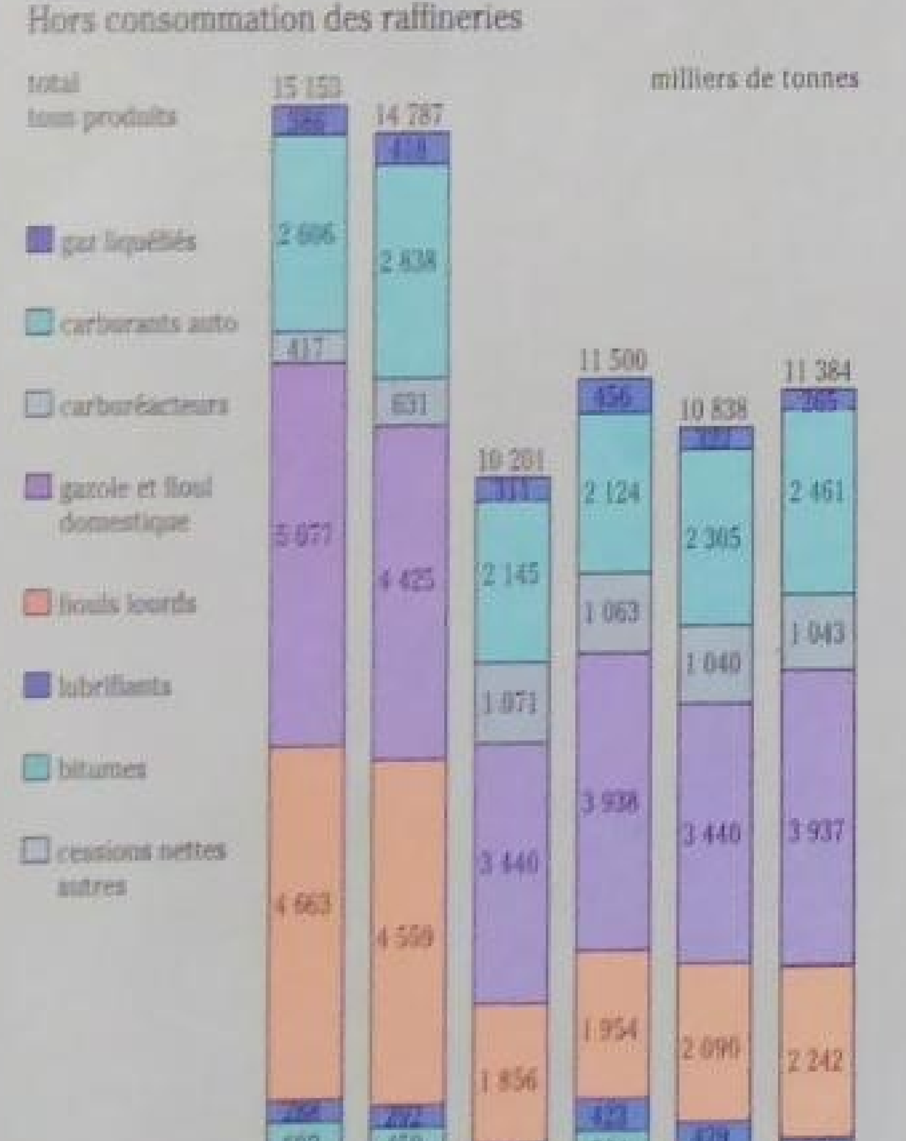




Activité des raffineries Esso

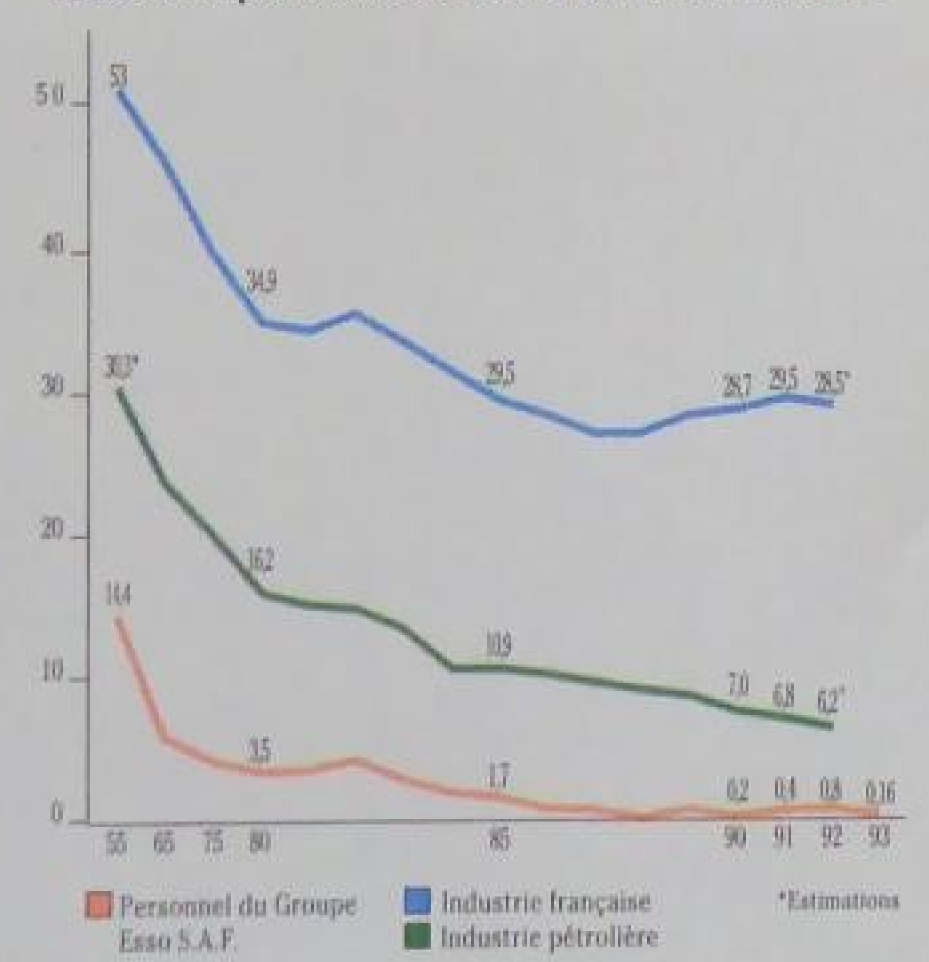


Production des raffineries Esso
Hors consommation des raffineries



Sécurité

Taux de fréquence des accidents du travail avec arrêt



Ventes

Ventes totales d'Esso S.A.F.

correspondant au chiffre d'affaires commercial	1991 milliers de tonnes	%	1992 milliers de tonnes	%	1993 milliers de tonnes	%
carburants auto	2 355	18,9	2 205	18,0	2 026	16,5
distillats	5 076	40,8	4 466	36,4	4 800	39,1
fiouls lourds	2 062	16,6	2 609	21,3	2 533	20,7
autres produits	2 941	23,7	2 992	24,3	2 900	23,7
total produits finis	**12 434**	100,0	**12 272**	100,0	**12 259**	100,0
pétrole brut et bases pour la chimie	5 203		4 711		5 111	
total	**17 637**		**16 983**		**17 370**	
dont exportations et soutes étrangères	2 615		2 504		2 981	

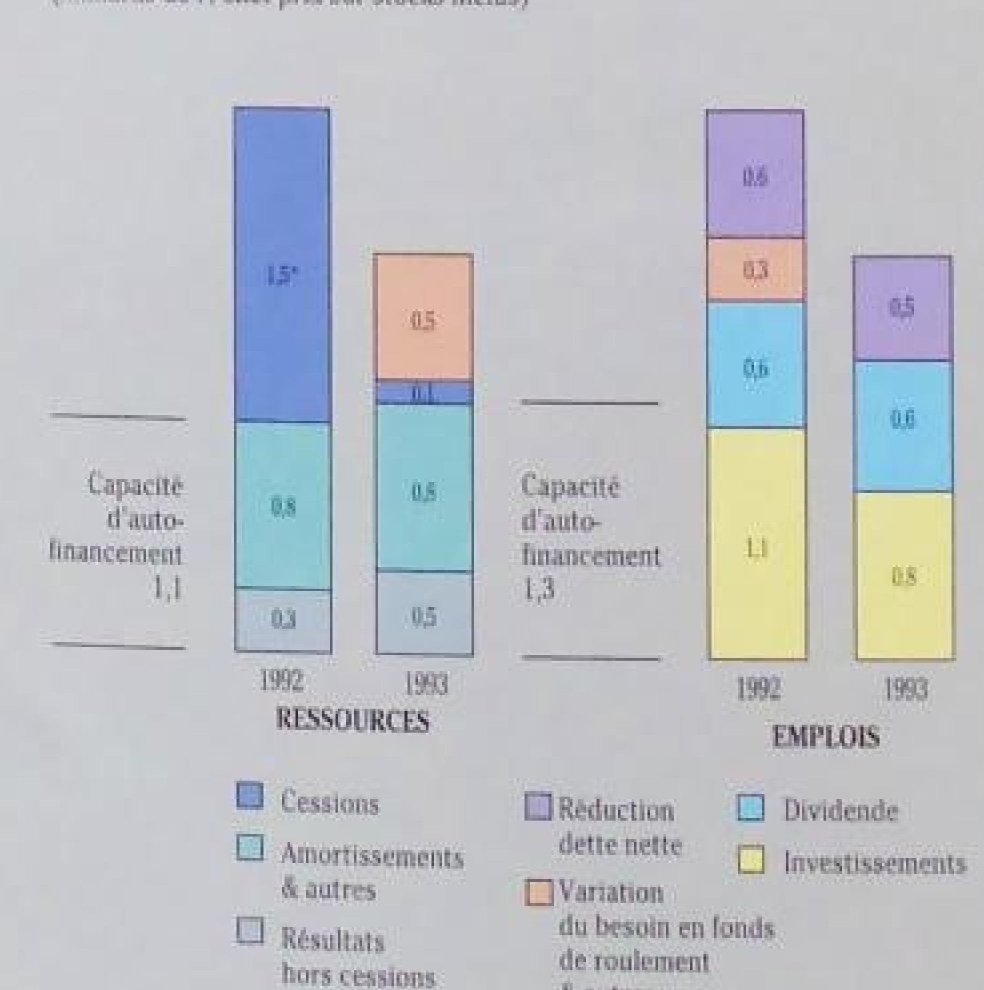
Données financières du Groupe Esso S.A.F.

Résumé des résultats du Groupe — millions de F

	1992	1993
Résultat d'exploitation Exploration/Production	468	507
Résultat d'exploitation opérationnel Raffinage/Distribution	216	697
Résultat d'exploitation opérationnel	**684**	**1204**
Effet prix sur stocks	(32)	(267)
Résultat d'exploitation	**652**	**937**
Résultat financier	**(8)**	**17**
Résultat courant	**644**	**954**
Résultat exceptionnel	**1 480**	**(225)**
Participation des salariés	(22)	(37)
Impôts courants et différés	(431)	(203)
Résultat après impôts	1 671	489
Intérêts minoritaires	(19)	(27)
RÉSULTAT NET DU GROUPE	**1 652**	**462**

Nota : les montants négatifs sont indiqués entre parenthèses ( ).

Tableau de financement consolidé
(milliards de F, effet prix sur stocks inclus)



Bilan consolidé au 31 décembre (milliards de F)





Rapport de Gestion du Conseil d'Administration

ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

L'année 1993 se caractérise par une croissance économique mondiale moyenne de 1,8 % et par de forts contrastes entre les différentes zones géographiques : le Japon et l'Europe continentale de l'ouest ont été touchés par une forte récession, l'ensemble des autres pays industrialisés est en croissance, et la région Asie/Pacifique poursuit son expansion. La fin de l'année a vu la conclusion des accords de l'ALENA et du GATT, destinés à favoriser la croissance mondiale au travers du développement des échanges internationaux.
Les pays de la CEI et de l'Europe de l'Est ont continué leurs efforts de restructuration économique, avec, à ce jour, des résultats inégaux.

Après neuf années de hausse régulière de plus de 1 % par an en moyenne, la demande mondiale en pétrole a baissé en 1993 de 0,3 % environ, la demande des pays en croissance n'ayant pas compensé l'affaiblissement de la demande des pays européens et de la CEI.

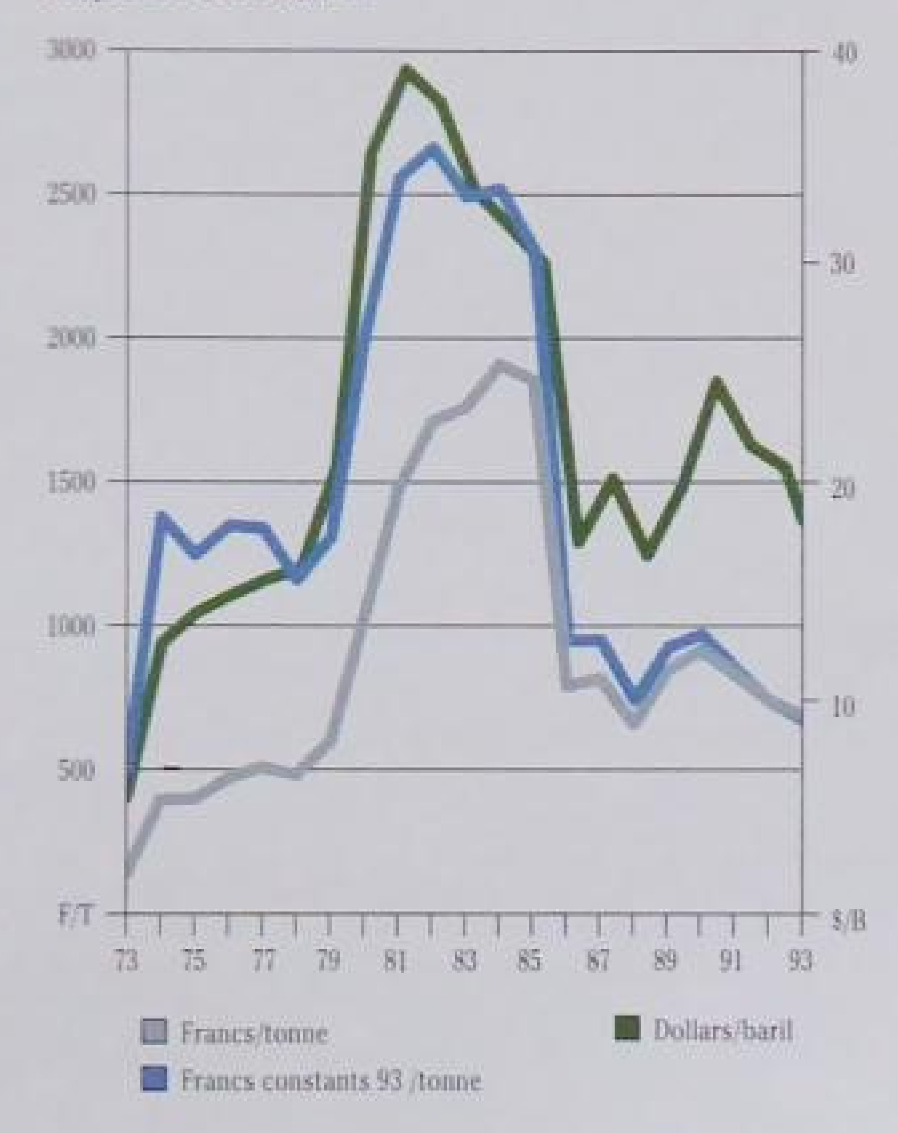
L'offre en pétrole brut a été en permanence abondante. La part des pays de l'OPEP dans la production mondiale est passée en moyenne de 40,1 % en 1992 à 41,4 % en 1993, mais s'est légèrement réduite en fin d'année.

La persistance d'un déséquilibre entre l'offre et la demande a conduit à une chute régulière du prix du brut. De mars à décembre, le prix du baril de Brent de mer du Nord s'est réduit de près d'un tiers, passant de 19,5 $ à 13,5 $. Pour l'année, le prix du Brent a été en moyenne de 17 $/baril, soit 2,3 $/baril en dessous de son niveau moyen de 1992.

Les réserves prouvées de pétrole brut représentent presque 50 années de production au rythme actuel d'extraction. Elles restent concentrées à plus de 75 % au sein des pays membres de l'OPEP et essentiellement au Moyen-Orient.

Dans le domaine du raffinage, les capacités mondiales de conversion ont augmenté de 3,4 %, pour satisfaire une demande en produits légers croissante en quantité et en qualité, alors que les capacités de distillation sont restées stables.

Coût moyen annuel du pétrole brut importé en France



ENVIRONNEMENT COMMUNAUTAIRE

En 1993, l'activité économique des pays de l'Union Européenne a régressé de 0,3 %. La Grande-Bretagne est le seul pays a avoir bénéficié d'une reprise significative. L'Allemagne et la France ont été particulièrement touchées par la récession, sous la conjugaison de demandes intérieures déprimées et de taux d'intérêt réels, qui, tout en se réduisant progressivement, sont, en France, restés élevés. Sur le marché des changes, la plupart des devises européennes ont fait l'objet de fortes pressions, qui ont conduit d'une part à la dépréciation des monnaies telles que la Lire, la Peseta et l'Escudo, et d'autre part à un élargissement significatif des marges de fluctuation au sein du Système Monétaire Européen. Le Marché Unique est entré officiellement en vigueur en début d'année et le traité de Maastricht a été ratifié par les Etats membres en novembre.



UN TEXTE-CADRE DANS LE DOMAINE DE LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT.

Le Ministère de l'Environnement a publié un arrêté daté du 1er mars 1993 réglementant les rejets de toute nature et l'utilisation de l'eau par les installations industrielles. Publié après concertation entre les services du Ministère et la profession pétrolière, ce texte rassemble en un document unique différentes dispositions existantes dans de nombreux textes réglementaires et introduit de nouvelles mesures pour les cinq à huit ans à venir. Certaines difficultés techniques d'application subsistent et font l'objet de travaux complémentaires.

Les raffineries sont particulièrement concernées par ces dispositions qui prévoient :

- une réduction des émissions soufrées à 1700 mg de dioxyde de soufre par mètre cube de fumées à l'horizon 2000, soit une réduction de 25% par rapport au niveau d'émissions actuel. Cet objectif est cohérent avec les projets de normes internationales en matière de réduction de la pollution transfrontière fixée par le Protocole de Genève à l'horizon 2003 ;
- une réduction de la consommation d'eau et des traitements plus poussés des eaux usées.

Cette approche concertée et raisonnée présente l'avantage d'unifier les règles en la matière pour l'ensemble de la profession et permet une planification dans le temps des investissements nécessaires. Toutefois, du fait des latitudes de mise en œuvre laissées aux instances locales, la profession pétrolière reste soumise à un risque de surenchère lors de l'application de cet arrêté aux différents sites.

Dans le domaine pétrolier, les instances européennes ont poursuivi leurs travaux sur la protection de l'environnement. Le projet final de directive sur la récupération des composés organiques volatils dans les raffineries et les dépôts est en cours d'adoption. D'autres projets font l'objet de discussions et concernent les émissions de CO2, l'instauration d'une écotaxe, la réduction de la teneur en soufre des combustibles solides et liquides, les émissions des véhicules ainsi que la responsabilité des entreprises en cas de dommages causés à l'environnement. Cette accumulation de textes communautaires, de législations nationales et de modalités d'application décidées localement, est source de complexité et de coûts croissants, et augmente les risques d'incohérence.

Le nouveau système de TVA intra-communautaire est entré en application en début d'année. Des progrès significatifs restent encore à faire dans le domaine de l'harmonisation des taxes sur les produits pétroliers, pour mettre un terme aux fortes distorsions actuelles de concurrence entre les pays membres.

La rentabilité du raffinage européen s'est en moyenne légèrement améliorée en 1993, la marge de raffinage sur Brent s'établissant à 19,8 $/t. contre 18,2 $/t. en 1992. Pendant le premier semestre, les marges sont restées déprimées au même niveau qu'en 1992, puis se sont légèrement redressées sur la seconde partie de l'année sous l'effet d'une bonne tenue relative des prix des distillats et des fuels. Ces prix ont été en partie soutenus par une demande des économies asiatiques en expansion. Ces débouchés à l'exportation sont cependant susceptibles de disparaître dans un proche avenir avec la mise en service des nouvelles capacités prévues dans ces pays. Les prix des essences sont eux restés faibles toute l'année.

Malgré des marges une nouvelle fois insuffisantes pour assurer une rémunération normale des capitaux investis, l'industrie pétrolière doit continuer à financer les investissements en recherche et en équipements destinés à apporter aux consommateurs des produits et services de qualité, et de plus, risque d'avoir à faire face aux conséquences lourdes de réglementations hâtives sur l'environnement. Dans cet esprit, il faut souligner et encourager des initiatives comme le programme tripartite entre la Commission Européenne, l'industrie automobile et l'industrie pétrolière, dont l'objectif est d'émettre, sur des bases scientifiques, techniques et économiques rationnelles, des recommandations en matière d'amélioration de la qualité des émissions automobiles.

ENVIRONNEMENT FRANCAIS

La France a été l'un des pays les plus sévèrement touchés par la récession. Le Produit Intérieur Brut a reculé de 1 %. La baisse de l'activité a fortement pesé sur le marché du travail, conduisant à un taux de chômage de plus de 12 % en fin d'année contre 10,8 % un an plus tôt. L'inflation a continué à décroître et s'est établie à 2,1 %. Les résultats du commerce extérieur ont été significativement excédentaires : les importations se sont réduites avec la baisse de la consommation intérieure et la diminution de la facture pétrolière, le volume des exportations ne



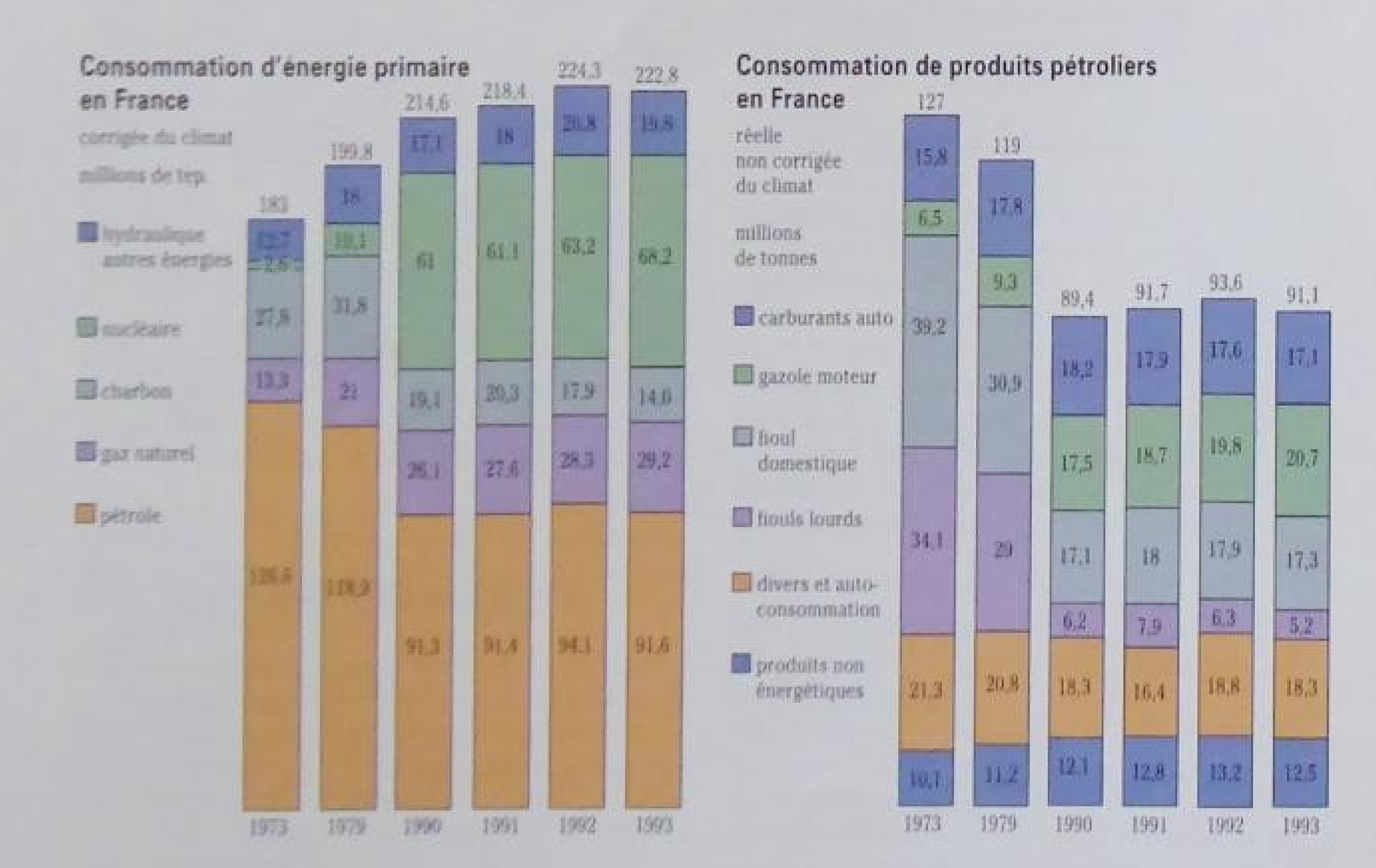
DÉPLACEMENT DES STOCKAGES DE GAZ DE PÉTROLE LIQUÉFIÉ DE PORT-JÉRÔME

Un accord a été conclu entre les Pouvoirs Publics, les collectivités locales, Esso, Exxon Chemical France et Primagaz aux termes duquel les stockages aériens de gaz de pétrole liquéfié situés au nord du site et à proximité de la ville de Notre-Dame-de-Gravenchon seront progressivement mis hors service. Sur les onze sphères de stockage, sept cesseront d'être utilisées fin 1994 et les quatre restantes en mai 1998. Trois réservoirs sous talus sont actuellement en cours de construction. Leur exploitaion sera confiée à un GIE (GIE Port - Jérôme Gaz) dont Esso S.A.F. a acquis 50% en 1993. L'investissement correspondant s'élève à 200 MF et a été partiellement subventionné par les collectivités locales et le Fonds Européen de Développement Régional.

s'est réduit que de 0,4 %, grâce aux bonnes performances obtenues sur les marchés asiatiques et américains qui ont presque compensé les pertes de débouchés vers les pays européens dont les monnaies se sont fortement dépréciées.

Les investissements dans les domaines de l'exploration et de la production pétrolière ont été de 1.2 milliard de francs, en baisse de 20 % par rapport à 1992. Avec 6 puits d'exploration terminés en 1993, les activités de forage ont atteint leur niveau le plus bas depuis des décennies. La production de pétrole brut a été de 2.7 millions de tonnes en 1993, en retrait de 4.4 % par rapport à 1992.

Les succès limités en exploration, la baisse du prix du brut et une fiscalité peu encourageante sont à l'origine de ce déclin régulier d'activité. La loi de Finances pour 1994 a pérennisé le prélèvement exceptionnel pour les champs existants, ce qui est particulièrement pénalisant aux prix actuels du brut, mais a cependant introduit des mesures de soutien à court terme, en particulier en faveur de l'exploration off-shore et des futures découvertes. Des initiatives fiscales complémentaires restent toutefois encore indispensables pour créer les conditions d'une reprise durable des activités d'exploration et de production d'hydrocarbures.





Dans le secteur du raffinage, les capacités de distillation sont restées globalement inchangées. Les mises en service ont essentiellement concerné des unités de fabrication d'essences sans plomb à indice d'octane élevé.

Sur le plan commercial, l'ensemble des marchés a été soumis en 1993 à une concurrence exacerbée par l'environnement économique et, en conséquence, les marges de distribution se sont réduites. La part de marché en carburants des grandes surfaces de distribution a augmenté : n'investissant pas en recherche, et peu dans les services et facilités offerts aux consommateurs, ces distributeurs ont en permanence poursuivi une politique de prix très bas, voire parfois de ventes à perte, contribuant ainsi à la fermeture de 2000 stations-service en 1993.

Les taxes sur les produits pétroliers se sont alourdies de plus de 10 % en 1993, ce qui a porté en fin d'année la part des taxes dans le prix payé par le consommateur à 80 % pour le supercarburant et à 68 % pour le gazole. Le poids de ces taxes place les prix à la pompe en France au rang des plus élevés d'Europe, alors que, sous l'effet de la concurrence, les prix HT continuent d'y être les plus bas. Ces distorsions fiscales engendrent des détournements de clientèle au profit des pays à taxation moindre et conduit en conséquence à des pertes de ventes pour l'industrie pétrolière française et une perte de recettes fiscales pour l'Etat français. A titre d'exemple, cette absence d'harmonisation incite à doter les poids lourds de réservoirs aux capacités excessives afin de leur permettre de traverser, sans s'y approvisionner, les pays à forte fiscalité comme la France. Au-delà de ces conséquences commerciales et fiscales, ceci met en danger la sécurité sur routes et autoroutes.

La demande en produits pétroliers a régressé de 2.6 % en 1993, sous l'effet de la faiblesse de la demande intérieure, de la baisse des besoins EDF et des ventes à la pétrochimie. Cette diminution de consommation a frappé tous les principaux produits finis, à l'exception du gazole, du carburéacteur et des gaz de pétrole liquéfiés.

Les ventes de carburants-auto ont baissé de 3 %, les essences sans plomb représentant 41 % de la consommation de carburants contre 34 % en 1992.

La demande en gazole s'est accrue de 4.5 %. Cette évolution est liée, pour une part significative, à la proportion croissante des véhicules équipés de moteurs diesel. A titre d'illustration, les véhicules diesel ont représenté, en 1993, 45 % des immatriculations de véhicules de tourisme, contre 39 % en 1992.

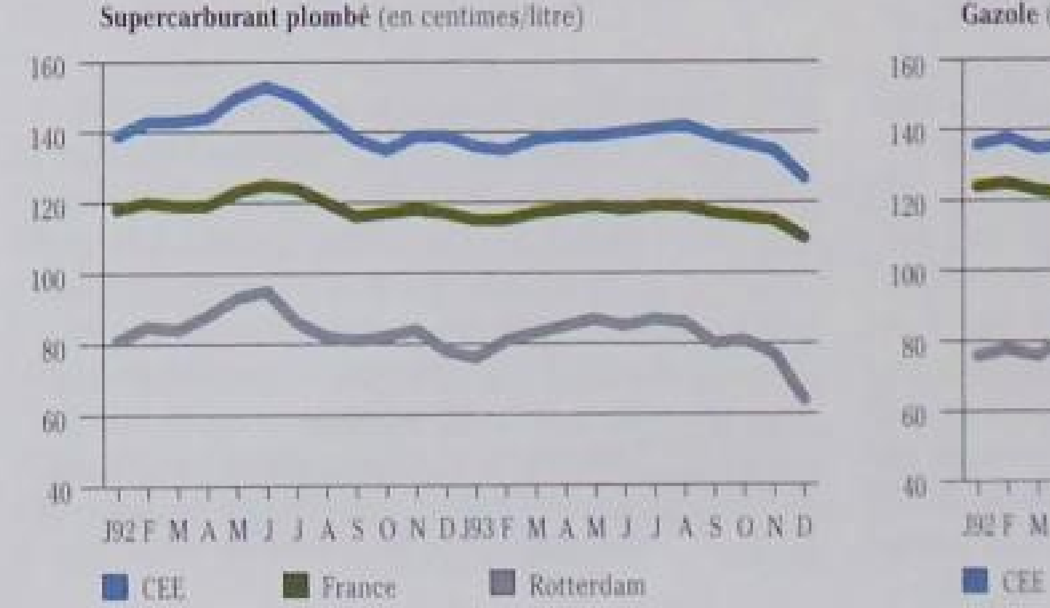
Les ventes de carburéacteurs ont progressé de 2,7 %, principalement sous l'effet de la croissance du trafic aérien international.

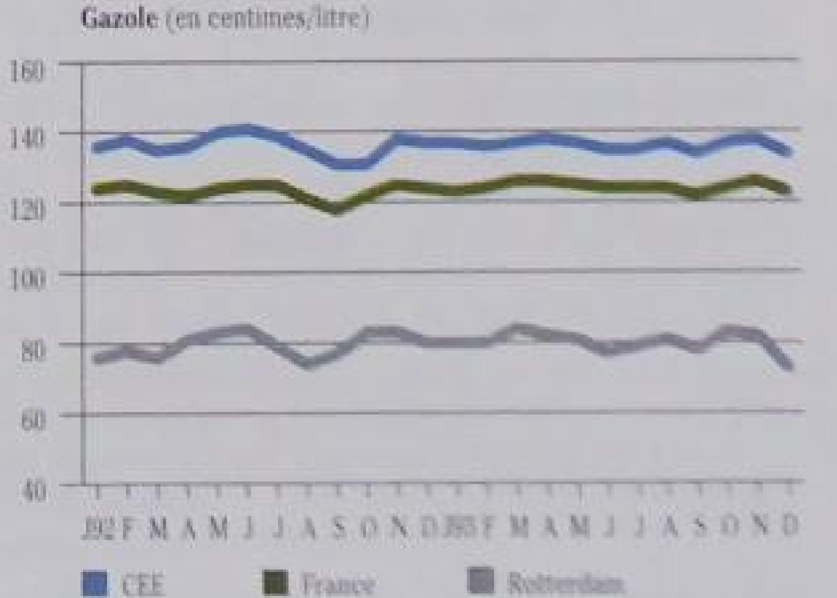
Les ventes de fioul domestique ont été en retrait de 3,4 %. Toutefois, corrigée du climat et des variations de stocks, la consommation ne s'est réduite en fait que de 1,7 %, ce qui illustre la compétitivité de plus en plus reconnue de ce produit par rapport aux autres sources d'énergie de chauffage.

La demande en fiouls lourds a baissé de 17.5 %. Du fait d'une importante production nucléaire, les besoins d'EDF en fiouls se sont réduits de 70 %. Dans le secteur industriel, la consommation de fiouls lourds a régressé de 4 %, sous l'effet du ralentissement de l'activité économique.

Comparaison des prix hors taxes des produits pétroliers en France et dans la CEE

France/CEE/Rotterdam (DHYCA)











Activités de la Société et de ses Filiales

Dans un contexte économique difficile, la rigueur de gestion et la réactivité de l'ensemble des organisations ont permis à Esso S.A.F. et à ses filiales de dégager un résultat d'exploitation consolidé, hors effet prix sur stocks, de 1204 MF, contre 684 MF en 1992. Ce résultat reflète l'excellente marche des raffineries, l'amélioration durant le second semestre des marges de raffinage, des marges commerciales amoindries sous l'effet d'une forte concurrence, et l'impact d'une gestion serrée des coûts de toute nature. Par ailleurs, les résultats d'Esso REP ont pu être maintenus, malgré la chute du prix du brut.
Le résultat net consolidé est un bénéfice de 462 MF, contre 1652 MF en 1992. Le résultat 1992 incluait, pour une valeur nette de 1435 MF, la vente du siège social de La Défense.

EXPLORATION-PRODUCTION

L'effort d'exploration a principalement porté sur le permis de Lège, en Aquitaine. Une importante campagne sismique tridimensionnelle a couvert tout le Bassin d'Arcachon, et deux puits d'extension ont été forés sur le champ des Arbousiers. Au total, les investissements d'exploration se sont élevés à 131 MF, légèrement en baisse par rapport à l'année précédente.

La production d'Esso REP a été maintenue à un niveau élevé, sous l'effet conjugué des très bonnes performances du champ de Chaunoy dans le Bassin Parisien et de la hausse du rythme de production du champ des Arbousiers en Aquitaine. Un nouvel oléoduc a été mis en service pour permettre l'évacuation de cette nouvelle production vers les installations de traitement et de stockage de Cazaux. Des travaux importants ont été réalisés sur ce dépôt pour faciliter la réception de ce brut et son expédition via le terminal d'Ambès. Afin de maintenir et développer la production, de nouveaux forages ont été réalisés sur les champs de Parentis et de Chaunoy ainsi que des travaux d'amélioration sur des puits existants. Au total, 139 MF ont été investis dans les activités de production, soit une hausse de 35 % par rapport à 1992.

Ces excellents résultats opérationnels, alliés à une réduction des coûts et charges d'exploitation, ont permis de compenser cette année l'impact de la forte baisse des cours du pétrole brut.

Avec une production de 1,4 million de tonnes, Esso REP a assuré 52 % de la production nationale de pétrole brut contre 49 % en 1992, confirmant ainsi une nouvelle fois sa place de premier producteur de l'Hexagone.

APPROVISIONNEMENTS, TRANSPORTS ET RAFFINAGE

Comme les années précédentes, les approvisionnements en pétrole brut et en produits intermédiaires ont été optimisés en permanence, l'essentiel des ressources en brut continuant à provenir du Moyen-Orient.

Les deux raffineries d'Esso Raffinage S.A.F. de Fos-sur-Mer et de Port-Jérôme ont continué d'être gérées avec rigueur et ont apporté, une nouvelle fois, la preuve de la souplesse et de la fiabilité de leurs installations.

A Fos, les opérations ont été menées sans incident. Dans le domaine de la qualité, le service Inspection de la raffinerie a fait l'objet d'une accréditation officielle de la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement (DRIRE). De nouveaux postes de chargement de camions ont été mis en service au premier semestre. Par ailleurs, l'informatisation de la salle de contrôle s'est poursuivie suivant les plans.

A la raffinerie de Port-Jérôme, la nouvelle unité d'alkylation, destinée à la fabrication des essences sans plomb, est entrée en service en avril 1993. A l'automne, de nouvelles améliorations ont été apportées aux installations de crackage catalytique, à l'occasion de leur arrêt pour maintenance. Les efforts en matière de qualité ont été confirmés par le renouvellement des certifications ISO 9002 pour les lubrifiants et les bitumes et l'obtention de la même certification pour le super carburant Esso Super Plus. Suite à un accord intervenu entre les Pouvoirs Publics, les collectivités locales et territoriales, Esso, Exxon Chemical et Primagaz, des sphères de stockage aérien de gaz de pétrole liquéfié seront progressivement mises hors service à compter de 1994 et remplacées par des réservoirs sous talus.

Malgré un fort taux d'utilisation et l'immatriculation en janvier 1993 de l'Esso Picardie au registre T.A.A.F.(dit de "Kerguelen"), les résultats d'exploitation des trois grands navires, l'Esso Languedoc, l'Esso Normandie et l'Esso Picardie sont restés décevants. En effet, aux niveaux de 1993, les taux de frêt ne couvrent que 90 % environ des dépenses de fonctionnement courantes et devraient au moins doubler pour justifier le remplacement à terme de tels navires. L'Esso Languedoc a subi avec succès les contrôles sévères de carénage imposés réglementairement après 20 ans d'exploitation. Ceci confirme qu'un entretien régulier et bien conduit permet de conserver les navires en bon état.

ESSO ULTRON RACING OIL, LA NOUVELLE HUILE MOTEUR TRÈS HAUT DE GAMME

Exemple type de la nouvelle génération d'huiles moteur qui répondront aux besoins bien au-delà de l'an 2000, Esso Ultron Racing Oil a été commercialisée en novembre 1993. Ce lubrifiant de synthèse, qui répond aux exigences très strictes du nouveau système de certification API SH, se caractérise par une plage de viscosité très large, 5W-40, et de hautes performances, notamment au démarrage. L'usure du moteur est nettement plus importante lors de sa mise en route que lors de son usage courant. Grâce à ses facultés d'écoulement, le nouveau lubrifiant Esso met moins d'une seconde pour atteindre l'arbre à cames, là où les huiles conventionnelles mettent deux fois plus de temps à température ambiante et trois fois plus à -15°C. C'est l'huile de base mise au point par Esso et baptisée Exxsyn qui confère au produit ses excellentes propriétés d'écoulement et de viscosité. Autre qualité d'Esso Ultron Racing Oil : elle divise par deux l'usure des pièces du moteur et les maintient propres grâce à une stabilité de viscosité près de deux cents fois supérieure aux standards des principaux constructeurs automobiles.

Les résultats des deux caboteurs, Esso Port-Jérôme et Esso Parentis, ont été satisfaisants dans un marché des frêts qui s'est situé sensiblement au niveau de 1992. Cependant la pérennité de cette activité, bientôt totalement exposée à la concurrence internationale, impose elle aussi l'application sans délai du registre T.A.A.F.

ACTIVITÉS COMMERCIALES

Dans un marché caractérisé par une demande en baisse et une forte concurrence, la politique commerciale d'Esso S.A.F. a été particulièrement sélective et a privilégié, sur les marchés les plus dégradés, la rentabilité par rapport au maintien des volumes de vente. En parallèle, les coûts de distribution et de fonctionnement ont continué d'être rigoureusement gérés.

Les ventes sur le marché français se sont élevées à 8,7 MT, contre 9,1 MT en 1992, et la part de marché tous produits finis s'est établie à 11,7 %, contre 11,9 % en 1992.

Les résultats du réseau de stations-service ont été en retrait par rapport à ceux de l'année 1992. La politique commerciale de la Société, axée sur la qualité des produits et services offerts, s'est poursuivie. Les ventes d'Esso Super Plus sans plomb 98 ont progressé de plus de 10 %. Sur autoroutes, 85 % des stations aux couleurs Esso ont obtenu en 1993 les lauriers décernés par le Conseil de la Charte de Qualité. L'ensemble des campagnes de publicité et de promotion des ventes ont, cette année encore, été particulièrement appréciées par les automobilistes. Le programme de modernisation du Réseau s'est par ailleurs poursuivi sélectivement.

Sur les marchés des carburéacteurs, bitumes, soutes marines et gaz, Esso a consolidé ses positions, voire dans certains cas développé ses parts de marché. Compte tenu de la conjoncture économique, ces résultats satisfaisants reflètent l'intérêt que portent les clients aux produits et services associés qui leur sont proposés.

Sur le marché des lubrifiants, Esso a lancé en fin d'année une nouvelle huile moteur synthétique de très haute qualité, Esso Ultron Racing Oil, fruit de recherches poussées réalisées en étroite collaboration avec les constructeurs automobiles. Cette nouvelle huile a contribué à renforcer les parts de marché de la Société sur un marché pourtant fortement concurrentiel. Les accords de partenariat avec le groupe Peugeot ont été renouvelés. Les exportations sont restées élevées notamment en huiles de base et de nouveaux débouchés pour les huiles blanches ont été développés en Asie.

RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT

Les activités de recherche et de développement du laboratoire de Mont-Saint-Aignan se sont poursuivies à un rythme soutenu :
• En mars 1993 a été lancé un nouveau gazole sans odeur, Esso Diesel Plus, dont l'utilisation régulière réduit les phénomènes d'encrassement et de corrosion des moteurs diesel. Il contient également un agent anti-mousse, facilitant le remplissage du réservoir pendant le plein.
• La gamme des huiles Esso pour moteur à essence a été entièrement renouvelée et renforcée par le produit très haut de gamme Esso Ultron Racing Oil, qui répond aux exigences très strictes du nouveau système de certification API SH.



ESSO DÉVELOPPE DES PARTENARIATS À RUEIL-MALMAISON

Dès son arrivée à Rueil-Malmaison en juillet 1992, Esso a développé des relations d'excellent voisinage avec la municipalité. Au travers de sa participation aux manifestations annuelles telles que le Rallye Inter-Entreprises ou à l'Association Partenaires du Succès récompensant les meilleurs bacheliers de Rueil-Malmaison, Esso s'est intégrée à la vie sociale.
Ce partenariat actif s'est renforcé en 1993 par l'instauration d'une Charte Entreprise-Ecoles signée par le député-maire de Rueil-Malmaison, le Président d'Esso et les proviseurs des trois grands lycées. Cet accord permet notamment des échanges de conférenciers Esso-professeurs et l'organisation de stages d'initiation à la vie de l'entreprise à l'intention des professeurs et étudiants. Ainsi, 26 professeurs des trois établissements scolaires ont eu l'opportunité de découvrir Esso lors d'un stage de deux jours, à Port-Jérôme et au siège social de Rueil-Malmaison.

- Les qualités de pureté et de stabilité des huiles blanches ont été mises à profit pour développer de nouvelles applications dans les industries agro-alimentaire et textile.
- De nouvelles émulsions de bitumes et de nouveaux bitumes routiers sont venus étendre encore la gamme des spécialités Esso.

La filiale Esso Technologies et Services, spécialisée dans la commercialisation de services d'assistance technique, a continué sa progression.

COMMUNICATION ET RESSOURCES HUMAINES

Un plan destiné à préserver la compétitivité à terme de la société, a été négocié avec les organisations représentatives du personnel, et les mesures sociales d'accompagnement ont fait l'objet d'un protocole d'accord.

Pour continuer à maintenir une pyramide des âges équilibrée, de nouvelles embauches ont été réalisées en 1993. Par ailleurs, la politique d'échange de collaborateurs au sein du Groupe s'est poursuivie : un certain nombre d'impatriés ont rejoint Esso en 1993 et un nombre significatif de membres du personnel de la société ont été affectés à l'étranger pour faire profiter le Groupe de leurs compétences et développer dans le même temps leur expérience professionnelle.

L'effort de formation est resté, comme les années précédentes, soutenu. Il se situe très au-dessus de la moyenne française et est plus de trois fois supérieur aux obligations légales minimales. Les programmes de formation ont été renforcés, en particulier dans les domaines de l'excellence des opérations et de l'action commerciale.

	1992	1993
Effectifs au 31 décembre (marins compris)	2 363	2 332
Engagements (marins compris)	82	56
Promotions internes	424	342
Salaires (évolution de décembre à décembre)		
• Augmentation de la rémunération moyenne		
- pour le personnel en place durant toute l'année	5,6%	4,2%
- sur l'effectif total	4,3%	2,5%
• Augmentation du coût de la vie	2,0%	2,1%
Activités de formation		
• En % des salaires	5,5%	5,2%
• En % du temps de travail	1,9%	1,9%

La victoire des trois Peugeot 905 aux 24 heures du Mans, qui a mis à nouveau en évidence la qualité des carburants et des lubrifiants Esso, le démarrage de l'unité d'alkylation de Port-Jérôme, le développement de la production des Arbousiers par Esso REP et la campagne nationale de lancement de l'huile moteur synthétique Esso Ultron Racing Oil ont été des succès majeurs, soulignés par des opérations de presse et de communication interne.



PRÉVENTION ET GESTION DU RISQUE

Soucieuse de ne pas mettre en danger la sécurité du public, des clients, des partenaires, du personnel et des installations, Esso attache la plus grande importance à la prévention des risques. Ainsi, en 1993, Esso a poursuivi la mise en place, initiée en 1992, d'une démarche de maîtrise globale des opérations. Baptisée "O.I.M.S." pour "des Opérations Irréprochables grâce à une Méthode Systématique", cette approche consiste à identifier, à prévenir et à maîtriser les risques opérationnels. Cette méthode couvre autant l'étude, la construction, l'opération et l'entretien des équipements que la formation et l'implication des collaborateurs de la société à tous les niveaux.

LA MAÎTRISE DES OPÉRATIONS : LA SÉCURITÉ

Avec un seul accident du travail avec arrêt, Esso a réalisé en 1993 la performance d'un taux de fréquence de 0,2 accident du travail avec arrêt par million d'heures travaillées. Ce résultat est 140 fois meilleur que la moyenne de l'industrie française.

Les résultats les plus marquants sont à porter au crédit de l'activité Marine d'abord, d'Esso REP et de la raffinerie de Fos ensuite. Du fait d'une mobilisation permanente pour la sécurité, deux caps ont été franchis en 1993 dans les transports maritimes : huit années sans accident avec arrêt, et dix millions d'heures travaillées, pour une population d'environ 250 personnes. Esso REP a accumulé plus de six millions d'heures travaillées sans accident et la raffinerie de Fos-sur-Mer a enregistré sa quatrième année sans accident. Ces deux dernières performances ont été distinguées par la remise de deux trophées du Groupe d'Etude de Sécurité des Industries Pétrolières (GESIP).

Pour promouvoir la sécurité auprès des entreprises extérieures intervenant sur ses sites, Esso a intensifié en 1993 son programme d'accréditation. En fin d'année, une centaine d'entreprises ont officiellement été reconnues par Esso pour leur politique et leur niveau de prévention qui s'approchent de ses standards. Les résultats de ces entreprises sont en amélioration et sont déjà dix fois meilleurs que la moyenne de l'industrie française. Néanmoins, consciente des progrès qui restent à faire, Esso continuera de faire bénéficier ces sociétés de son appui et de son expérience dans ce domaine.

Résultats du Groupe Esso S.A.F.

Comme figurant en tête dans le tableau des chiffres clés du rapport, le résultat d'exploitation passe de 652 MF à 937 MF. L'amélioration liée aux activités d'Exploration/Production est principalement due à une augmentation de la production, ceci malgré la baisse des prix du brut à la fin de l'année. La hausse du résultat des activités de Raffinage/Distribution reflète une amélioration des marges de raffinage, encore insuffisantes pour assurer la rentabilité des capitaux investis. L'effet prix sur stocks d'Esso S.A.F. résulte de la baisse des prix du brut. Le contrôle rigoureux des coûts, appliqué dans l'ensemble du Groupe, a nettement contribué à l'obtention de ces résultats.

Après un résultat financier positif de 17 MF, le résultat courant consolidé s'établit à 954 MF contre 644 MF en 1992.

Le résultat exceptionnel, une perte de 225 MF, comprend notamment une charge pour restructurations de 97 MF et 91 MF de frais d'exploration. Le résultat exceptionnel de 1480 MF en 1992 était essentiellement constitué de la plus-value sur la vente du site de La Défense.

Après prise en compte des impôts courants, des mouvements d'impôts différés, et de la part des minoritaires dans le résultat d'Esso REP, le résultat consolidé du groupe est un bénéfice de 462 MF contre un montant de 1 652 MF en 1992.

Tableau de Financement Consolidé

millions de F

RESSOURCES	1992	1993
Résultat net	282	461
Hors résultat des cessions / retraits d'actifs		
Amortissements et provisions	808	783
Part des minoritaires	19	27
Capacité d'autofinancement de l'exercice	1 109	1 271
Produits de cessions et retraits d'actifs	1 499	65
Variation du besoin en fonds de roulement et autres		577
TOTAL	**2 608**	**1 913**

EMPLOIS	1992	1993
Investissements		
• Raffinage/Distribution	894	514
• Production	240	269
TOTAL	**1 134**	**783**
Dividendes mis en paiement par Esso S.A.F.	596	596
Variation du besoin en fonds de roulement et autres	271	
Variation de l'endettement et de la trésorerie	607	534
TOTAL	**2 608**	**1 913**

Résultats Esso S.A.F.

millions de F

	1992		1993	
Chiffre d'affaires hors taxe intérieure	18 768		18 441	
Taxe intérieure	11 574		11 746	
Chiffre d'affaires taxe intérieure comprise		30 342		30 187
Production stockée/(déstockée) et divers		176		(29)
• Total des produits d'exploitation		30 518		30 158
Charges d'exploitation hors amortissements	(30 038)		(29 529)	
Amortissements	(268)		(278)	
• Total des charges d'exploitation		(30 306)		(29 807)
Résultat d'exploitation		**212**		**351**
Résultat financier		**237**		**380**
Résultat courant		**449**		**731**
Reprise de provision pour fluctuation des cours		95		171
Amortissements dérogatoires		20		(1)
Autres éléments exceptionnels		1 623		(130)
Résultat exceptionnel		**1 738**		**40**
Participation des salariés		(10)		(20)
Impôts sur les sociétés		(352)		(112)
Résultat net		**1 825**		**639**

Résultats Financiers des 5 Dernières Années pour Esso S.A.F.

	1989	1990	1991	1992	1993
I. CAPITAL EN FIN D'EXERCICE					
Capital social (millions de F)	595,9	595,9	595,9	595,9	595,9
Nombre d'actions ordinaires existantes [1]	11 917 960	11 917 960	11 917 960	11 917 960	11 917 960
Nombre d'obligations convertibles en actions	–	–	–	–	–
Nombre de parts bénéficiaires	–	–	–	–	–
II. OPÉRATIONS ET RÉSULTATS DE L'EXERCICE (millions de F)					
Chiffre d'affaires hors TVA	27 953,6	32 950,2	34 075,7	30 341,6	30 187,1
Résultat avant impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions (reprises de provisions déduites)	1 376,7	1 712,6	763,3	2 039,4	885,3
Impôts sur les sociétés	(1,9)	80,7	345,4	351,7	112,2
Participation des salariés	17,4	26,5	25,0	10,4	20,3
Résultat après impôts, participation des salariés et dotations nettes aux amortissements et provisions	316,4	422,6	1 174,5	1 824,7	638,8
Résultat distribué	297,9	297,9	595,9	595,9	595,9 [2]
III. RÉSULTAT PAR ACTION (F)					
Résultat après impôts, participation des salariés mais avant dotations aux amortissements et provisions (reprises de provisions déduites)	114,22	134,70	32,97	140,74	63,17
Résultat après impôts, participation des salariés et dotations nettes aux amortissements et provisions	26,55	35,46	98,55	153,10	53,60
Dividende attribué à chaque action (avoir fiscal inclus)	37,50	37,50	75,00	75,00	75,00 [2]
IV. PERSONNEL					
Effectif moyen des salariés employés pendant l'exercice	2 516	2 448	1 340	1 325	1 275
Montant de la masse salariale (millions de F)	624,0	663,7	426,2	447,6	444,7
Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux (Sécurité Sociale et prévoyance, congés de fin de carrière, œuvres sociales) (millions de F)	507,9	481,1	358,6	330,9	307,8

(1) Actions détenues par Exxon Corporation : 81,55 %.
(2) Montant dont la distribution est proposée par le Conseil d'Administration.
Nota : les montants négatifs sont indiqués entre parenthèses ( ).

Aspects Financiers Esso S.A.F.

Le chiffre d'affaires de 30 187 MF, stable par rapport à l'année précédente, reflète une baisse de 4% des prix unitaires moyens compensée par la hausse de la TIPP HT et une légère progression des volumes. Compte tenu des mouvements de stocks, les produits d'exploitation sont de 30 158 MF.

Les charges d'exploitation de 29 807 MF incluent à hauteur de 11 746 MF la taxe intérieure prélevée sur les produits vendus. La dotation aux amortissements, comprise dans ces charges, est de 278 MF.

Le résultat d'exploitation s'élève à 351 MF, à comparer au résultat de 212 MF obtenu en 1992. Cette hausse s'explique essentiellement par l'augmentation des marges de raffinage, qui font plus que compenser l'effet prix sur stocks négatif de 267 MF à comparer à une perte de 32 MF en 1992.

Le résultat financier est positif de 380 MF, dont 317 MF de dividende reçu d'Esso REP (109 MF en 1992).

Le résultat exceptionnel positif de 40 MF inclut une provision pour plan de restructuration de 40 MF et une reprise de provision pour fluctuation des cours de 171 MF.

Après prise en compte du résultat exceptionnel, de la participation et des impôts, le résultat net 1993 est un profit de 639 MF.

Conformément aux dispositions légales, nous vous rappelons le montant des distributions des trois derniers exercices :

Exercice	Nombre d'actions à rémunérer	Dividende net	Avoir fiscal	Revenu global
1990	11 917 960	25 F	12,50 F	37,50 F
1991	11 917 960	50 F	25,00 F	75,00 F
1992	11 917 960	50 F	25,00 F	75,00 F

Le Conseil d'Administration

Résolutions

Première Résolution
L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture des rapports du Conseil d'Administration et des Commissaires aux Comptes sur l'exercice 1993, approuve le rapport de gestion ainsi que les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 1993, tels qu'ils ont été arrêtés.

Deuxième Résolution
L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture du rapport spécial établi par les Commissaires aux Comptes, prend acte de la déclaration des Commissaires aux Comptes indiquant qu'aucune convention n'entre dans le cadre des conventions visées à l'article 101 de la loi du 24 juillet 1966.

Troisième Résolution
L'Assemblée Générale, sur la proposition du Conseil d'Administration, décide d'affecter les bénéfices disponibles, à savoir :

• bénéfice de l'exercice 1993	638 772 398 F
• report à nouveau	715 487 193 F
soit un total de	**1 354 259 591 F**
de la façon suivante :	
• réserve spéciale des plus-values à long terme	13 404 749 F
• dividende net	595 898 000 F
• report à nouveau	744 956 842 F
soit un total de	**1 354 259 591 F**

Le dividende net ressort à 50 F pour chacune des 11 917 960 actions de 50 F de nominal, auquel s'ajoute l'impôt déjà payé au Trésor (avoir fiscal) de 25 F, soit un revenu global de 75 F.
Il est rappelé qu'un acompte de 25 F par action, auquel s'ajoute un avoir fiscal de 12,50 F a été mis en paiement le 16 février 1994.
Le dividende complémentaire ressort donc à 25 F par action auquel s'ajoute un avoir fiscal de 12,50 F. Ce dividende sera mis en paiement le 28 juin 1994.

Evolution du cours de l'action d'Esso S.A.F.



L'Assemblée Générale constate que les dividendes distribués au titre des trois exercices précédents ont été les suivants :

Exercice	Nombre d'actions à rémunérer	Dividende net	Avoir fiscal	Revenu global
1990	11 917 960	25 F	12,50 F	37,50 F
1991	11 917 960	50 F	25,00 F	75,00 F
1992	11 917 960	50 F	25,00 F	75,00 F

Quatrième Résolution
L'Assemblée Générale donne aux administrateurs quitus de leur gestion pour l'exercice 1993.

Cinquième Résolution
L'Assemblée Générale élit comme administrateurs pour une durée expirant à la date de l'assemblée générale qui statuera sur les comptes de l'exercice 1994 :
Messieurs Jean Boillot
Philippe Dulac
Michel Kopff
Jean-Luc Randaxhe
Jean Rauzier
Claude Roux
Jean Verré

Sixième Résolution
L'Assemblée Générale fixe à 350 000 F le montant des jetons de présence alloués au Conseil d'Administration pour l'exercice 1994.

Septième Résolution
L'Assemblée Générale donne tous pouvoirs au porteur de copie ou d'extrait du procès-verbal de la présente assemblée pour accomplir toutes les formalités de dépôt et de publication prévues par la loi.

Résolutions soumises à
l'Assemblée Générale Ordinaire du 14 juin 1994

Comptes *Consolidés*

Groupe Esso S.A.F.

Bilan au 31 décembre 1993

millions de F

ACTIF	1993 Montants bruts	1993 Amortissements et provisions	1993 Montants nets	1992 Montants nets
Actif immobilisé				
Immobilisations incorporelles				
• Frais d'exploration pétrolière	91,0	(91,0)	–	–
• Autres	306,7	(39,5)	267,2	256,5
Immobilisations corporelles				
• Secteur raffinage-distribution	6 761,7	(3 595,2)	3 166,5	3 196,8
• Secteur production	3 860,2	(2 881,0)	979,2	1 015,4
Immobilisations financières	128,7	(7,1)	121,6	118,3
Total I	**11 148,3**	**(6 613,8)**	**4 534,5**	**4 587,0**
Actif circulant				
Stocks et en-cours	2 423,4	(0,5)	2 422,9	2 641,0
Créances clients et comptes rattachés	1 119,9	(27,4)	1 092,5	1 201,7
Autres créances	1 735,5	(0,6)	1 734,9	1 337,3
Disponibilités	150,4	–	150,4	80,1
Charges constatées d'avance	211,8	–	211,8	211,3
Total II	**5 641,0**	**(28,5)**	**5 612,5**	**5 471,4**
TOTAL GÉNÉRAL	**16 789,3**	**(6 642,3)**	**10 147,0**	**10 058,4**

Variation des Capitaux Propres du Groupe Esso S.A.F.

millions de F	Capital social	Primes d'émission et de fusion	Réserves consolidées	Total du Groupe
Au 31 décembre 1992	595,9	66,4	4 346,6	5 008,9
Dividende servi en 1993	–	–	(595,9)	(595,9)
Autres variations	–	–	(40,6)	(40,6)
Résultat du Groupe 1993	–	–	461,7	461,7
Au 31 décembre 1993	**595,9**	**66,4**	**4 171,8**	**4 834,1**

Bilan au 31 décembre 1993

Avant répartition — millions de F

PASSIF	1993	1992
Capitaux propres du groupe		
Capital social	595,9	595,9
Primes d'émission et de fusion	66,4	66,4
Réserves consolidées	3 710,1	2 694,6
Résultat de l'exercice	461,7	1 652,0
Total I	**4 834,1**	**5 008,9**
Intérêts minoritaires dans Esso REP	**75,4**	**62,3**
Provisions		
Risques et charges	380,8	341,9
Impôts différés	480,4	508,5
Total II	**861,2**	**850,4**
Dettes		
Emprunts et dettes/établissements de crédit	526,7	578,2
Emprunts et dettes financières divers	36,5	48,6
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 392,6	1 355,9
Dettes fiscales et sociales	1 974,5	1 654,6
Autres dettes	425,8	484,5
Produits constatés d'avance	20,2	15,0
Total III	**4 376,3**	**4 136,8**
TOTAL GÉNÉRAL	**10 147,0**	**10 058,4**

Variation des Intérêts Minoritaires

millions de F

Au 31 décembre 1992	62,3
Dividende servi	(13,8)
Quote-part dans le résultat 1993	26,9
Autres variations	–
Au 31 décembre 1993	**75,4**

Compte de Résultat de l'Exercice 1993

millions de F	1993	1992
Produits d'exploitation		
Chiffre d'affaires	32 912,4	33 136,8
Production stockée/(déstockée)	(135,6)	(197,3)
Solde échanges inter-confrères - Produits pétroliers	(38,4)	0,4
Production immobilisée et divers	294,0	544,3
Total	**33 032,4**	**33 484,2**
Charges d'exploitation		
Achats matières premières, approvisionnements	10 341,7	9 990,0
Variation de stocks	82,8	(10,7)
Autres achats et charges externes	7 408,0	8 784,3
Impôts, taxes et versements assimilés	12 127,4	11 890,8
Charges de personnel	1 335,6	1 356,8
Dotations aux amortissements et provisions : • raffinage/distribution	533,8	528,3
• production	199,0	224,1
Autres charges	66,8	69,0
Total	**32 095,1**	**32 832,6**
1. RÉSULTAT D'EXPLOITATION	**937,3**	**651,6**
Produits financiers		
Participations	30,1	24,0
Intérêts reçus et autres	53,7	46,7
Différences positives de change	64,6	56,3
Total	**148,4**	**127,0**
Charges financières		
Intérêts payés	107,8	113,1
Différences négatives de change	23,8	21,1
Autres	0,2	0,9
Total	**131,8**	**135,1**
2. RÉSULTAT FINANCIER	**16,6**	**(8,1)**
3. RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS	**953,9**	**643,5**
Produits exceptionnels		
Opérations de gestion et en capital	156,4	1 951,5
Reprises de provisions	74,6	91,0
Total	**231,0**	**2 042,5**
Charges exceptionnelles		
Amortissements des frais d'exploration	91,0	114,6
Opérations de gestion et capital	243,6	363,1
Dotations aux provisions	121,2	84,4
Total	**455,8**	**562,1**
4. RÉSULTAT EXCEPTIONNEL	**(224,8)**	**1 480,4**
Participation	(37,0)	(22,1)
Impôts courants et taxes sur dividende	(231,6)	(422,8)
Variation des impôts différés	28,1	(7,6)
INTÉRÊTS MINORITAIRES DANS ESSO REP	(26,9)	(19,4)
RÉSULTAT DU GROUPE	**461,7**	**1 652,0**

Les montants négatifs sont indiqués entre parenthèses ( ).

Principales Filiales au 31.12.1993

Esso Raffinage S.A.F.
Capital 150 000 000 F - Participation : 99,99 %
Activités : raffinage d'hydrocarbures.
La perte nette après impôt sur les sociétés ressort à 3,0 MF en 1993.

Société de Recherches et d'Exploitation Pétrolières Esso REP
Capital 50 855 200 F - Participation : 89,88 %
Activités : recherches et exploitation de tous gisements d'hydrocarbures liquides ou gazeux.
La production atteint 1 443 900 t. d'hydrocarbures liquides et 32 millions de m³ de gaz en 1993. Le bénéfice net après impôts sur les sociétés ressort à 273,2 MF en 1993.

Worex S.N.C.
Capital 10 320 500 F - Participation : 99,99 %
Activités : distribution de combustibles liquides et solides. Son chiffre d'affaires H.T. atteint 3 540 MF correspondant à des ventes de produits pétroliers.

Etablissements Cloarec
Capital 1 800 000 F - Participation : 99,66 %
Activités : distribution de combustibles liquides.
Son chiffre d'affaires H.T. atteint 202 MF correspondant à des ventes de produits pétroliers.

Office Privé d'Assurances et de Courtages
Capital 250 000 F - Participation : 99,35 %
Activités : négociation et gestion de contrats d'assurances garantissant les risques des sociétés du Groupe Exxon en France. Les courtages reçus en 1993 représentent 0,4 MF.

Société Paris-Niel
Capital 518 520 F - Participation : 99,56 %
Activités : location de stations-service et prise de participations dans des sociétés commerciales et industrielles ayant des activités de fabrication et de distribution de produits chimiques.

Société d'Exploitation & de Développement d'Opérations Commerciales
Capital 250 000 F - Participation : 99,20 %
Activités : gestion de cartes de crédit et tickets-route.

Esso Technologies et Services
Capital 250 000 F - Participation : 99,96 %
Activités : recherche, analyses et produits spéciaux.

Esso Lub Services
Capital 250 000 F - Participation : 99,96 %
Activités : vente de lubrifiants.

Emulsions de Feyzin
Capital 1 000 000 F - Participation : 99,40 %
Activités : fabrication et ventes d'émulsions de bitumes

Emulsions du Dauphiné
Capital 210 000 F - Participation : 99,40 %
Activités : fabrication et vente d'émulsions de bitumes

Participations Esso S.A.F.

INVENTAIRE DES VALEURS MOBILIÈRES DÉTENUES EN PORTEFEUILLE AU 31/12/1993

Nombre de titres	Sociétés	milliers de F
1 499 993	Esso Raffinage S.A.F.	449 998
228 551	Société Esso de Recherches et d'Exploitation Pétrolières	518 878
103 204	Worex S.N.C.	55 069
4 302	Paris-Niel	5 196
992	Société d'Exploitation et de Développement d'Opérations Commerciales	404
1 988	Office Privé d'Assurances et de Courtages	248
2 499	Esso Technologies et Services	250
2 991	Établissements Cloarec	1 478
2 499	Esso Lub Services	250
2 098	Émulsions du Dauphiné	2 315
994	Émulsions de Feyzin	659
	Participations unitaires inférieures à 100 000 F	121
Total des participations de plus de 50 %		**1 034 866**
27 996	Société du Pipe-Line de la Raffinerie de Lorraine	5 926
4 000	Raffinerie du Midi	18 300
42 501	Société Pipe-Line Méditerranée - Rhône	5 685
18 248	Société Havraise de Manutention de Produits Pétroliers	1 300
530	Dépôts de Pétrole Côtiers	2 800
29 100	Géobutane Lavéra	2 318
11 998	Société de Manutention de Carburants Aviation	1 300
11 200	Géomines Caen	202
9 780	Docks des Pétroles d'Ambès	575
3 238	Société des Dépôts Pétroliers de la Corse	1 101
270	Entrepôt Pétrolier de Mulhouse	4 200
20 000	Primagaz	2 913
39 936	Trapil	10 000
2 400	Dépôt Pétrolier du Grésivaudan	240
850	Géogaz Lavéra	100
2 200	Groupement Pétrolier de Saint-Pierre des Corps	2 500
	Participations unitaires inférieures à 100 000 F	430
Total		**1 094 756**

1 - REGLES ET METHODES COMPTABLES

Application des dispositions légales :

Les comptes consolidés d'Esso S.A.F. sont établis sans changement par rapport à l'année passée et suivant les principes comptables définis par la loi N° 85-11 du 3 janvier 1985 et le décret d'application N° 86-221 du 17 février 1986.

Principes de consolidation :

Les comptes consolidés comprennent ceux d'Esso S.A.F. et de ses trois filiales significatives, soit :

Filiale	N° SIREN	Siège social	% part.
Esso REP	552 092 181	2, rue des Martinets 92500 Rueil-Malmaison	89,88
Worex S.N.C.	780 094 983	Parc des Érables 66, route de Sartrouville 78230 Le Pecq	99,99
Esso Raffinage S.A.F.	379 914 237	2, rue des Martinets 92500 Rueil-Malmaison	99,99

Les comptes de ces trois filiales sont consolidés selon la méthode de l'intégration globale.

Les titres des autres sociétés dans lesquelles Esso S.A.F. détient soit une participation majoritaire, soit un contrôle conjoint, figurent dans le poste "Participations" pour leur valeur d'inventaire dans les comptes de la société-mère.

Retraitements préalables des comptes sociaux :

Les comptes des sociétés incluses dans la consolidation sont l'objet au préalable des retraitements suivants prévus par le décret d'application N° 86-221 :
– Élimination des écritures passées pour la seule application de la législation fiscale. Ceci concerne essentiellement les provisions réglementées, en l'espèce :
- les amortissements dérogatoires,
- la provision pour fluctuation des cours,
- la provision pour hausse de prix,
- la provision pour reconstitution des gisements.

– Constatation au bilan et au compte de résultat consolidés des impositions différées résultant :
- des retraitements ci-dessus,
- du décalage temporaire entre l'enregistrement comptable d'un produit ou d'une charge et son inclusion dans le résultat fiscal,
- de déficits fiscaux reportables, une situation fiscale nette active n'étant toutefois constatée que si son imputation sur des dettes futures est probable.

Les impôts différés sont constatés au bilan selon la méthode du "report variable" (taux de 33 1/3 % au 31 décembre 1993 et au 31 décembre 1992).

– Élimination à l'actif et au passif du reliquat des effets de la réévaluation légale de 1976. L'effet de ce correctif sur le bilan consolidé est de faible importance.

– Intégration dans le résultat de l'exercice des écarts de conversion figurant au bilan d'Esso S.A.F. Ces écarts se rattachent à des opérations commerciales courantes.

Autres principes comptables :

Les autres principes comptables appliqués pour l'établissement des comptes consolidés concernent particulièrement :

– Les immobilisations du secteur Raffinage-Distribution : les principes suivis pour leur évaluation et leur amortissement sont ceux définis par le Plan Comptable Général et commentés dans le cadre de l'Annexe des Comptes sociaux.

– Les dépenses d'Exploration : elles sont traitées comme des immobilisations incorporelles. Les dépenses de géologie et de géophysique sont amorties dans l'exercice où les travaux ont été effectués. Le coût des forages d'exploration n'ayant pas abouti à une découverte commercialement exploitable est également amorti à l'achèvement des puits. Les forages d'exploration productifs et les forages en cours en fin d'exercice sont immobilisés.

– Les immobilisations de production d'hydrocarbures : ces immobilisations, qui constituent la grande majorité des actifs immobilisés d'Esso REP, sont amorties champ par champ à l'unité de production, méthode par laquelle le taux d'amortissement est égal au rapport de la production annuelle sur les réserves estimées au début de l'exercice.

– La valorisation des stocks : les stocks sont évalués au prix de revient, ou à la valeur vénale si celle-ci est inférieure. Le prix de revient des stocks de brut et de produits est calculé selon la méthode FIFO. Pour les stocks d'origine intra-groupe, la valeur retenue tient compte d'une correction correspondant à la quotité de profit du secteur Production non encore réalisée.

– Les dépenses de remise en état des unités de raffinage : les installations de raffinage sont remises en état suivant des cycles de travaux pluri-annuels planifiés. Les dépenses associées à ces interventions, dont les montants sont significatifs, ne sauraient être supportées par le seul exercice où les frais ont été engagés. Une provision pour grosses réparations a donc été constituée, qui permet de répartir la charge sur les exercices au cours desquels l'utilisation des unités a créé la nécessité d'effectuer les travaux de remise en état.

2 - VARIATION DES IMMOBILISATIONS

Au cours de l'année, les dépenses d'immobilisations corporelles et incorporelles se sont élevées à 783 MF et les retraits à 334 MF en valeur brute et 270 MF en amortissements.

3 - VARIATION DES PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

millions de F

	Montants début d'exercice	Augmentations	Diminutions	Montants fin d'exercice
Catégories de provisions				
Pour pensions et obligations similaires*	151,1	20,0	44,3	126,8
Pour risques exceptionnels	88,3	86,8	6,3	168,8
Pour charges exceptionnelles	102,5	40,8	58,1	85,2
Total	**341,9**	**147,6**	**108,7**	**380,8**

* Les provisions pour pensions comprennent la garantie de ressources accordée (dans le cadre du plan Société) au personnel retraité pour la période comprise entre la date de départ et celle de la liquidation des droits acquis auprès des organismes de retraite, et le coût des plans de départs anticipés.

4 - VARIATIONS DE LA PROVISION POUR IMPÔTS DIFFÉRÉS

Cette provision constate au bilan la dette latente d'impôt résultant des retraitements des comptes sociaux commentés à la note "Règles et méthodes comptables" et des différences à caractère temporaire existant entre le résultat fiscal et le résultat comptable des sociétés entrant dans la consolidation. En application de la méthode du "report variable", la provision a été calculée au 31 décembre 1993 comme au 31 décembre 1992 au taux de 33 1/3 %. La provision a évolué comme suit :

	millions de F
Au 31 décembre 1991	500,9
Dotation nette de l'exercice 1992	7,6
Au 31 décembre 1992	508,5
Reprise nette de l'exercice 1993	(28,1)
Au 31 décembre 1993	480,4

5 - VENTILATION DES DETTES CONSOLIDÉES PAR ÉCHÉANCE

millions de F

	Montants totaux	Degré d'exigibilité à 1 an au plus	de 1 à 5 ans	plus de 5 ans
Établissements de crédit	526,7	526,7	–	–
Dettes financières diverses	36,5	31,1	5,4	–
Fournisseurs et comptes rattachés	1 392,6	1 392,6	–	–
Dettes fiscales et sociales	1 974,5	1 974,5	–	–
Autres dettes	425,8	425,8	–	–
Total général	**4 356,1**	**4 350,7**	**5,4**	–

6 - ENGAGEMENTS HORS BILAN

millions de F	1993	1992
Cautions données à des confrères au titre des crédits d'enlèvements en douane, de crédits de droits et des licences de raffinage et de distribution (1)	4 358	4 263
Effets escomptés non échus	78	120
Engagements pour retraite du personnel (2)	1 385	1 363
Autres engagements donnés	83	66
Total	**5 904**	**5 812**

(1) A titre de réciprocité, les cautions de même nature consenties par des confrères au groupe Esso S.A.F. s'élèvent en 1993 à 4 438,6 MF.
(2) Engagements pris par le Groupe, en complément des montants indiqués au chapitre 2 "Provisions pour risques et charges", correspondant à l'estimation sur une base actuarielle au taux de 8,2 % des charges futures envers :
a) les membres du personnel ayant cessé leur activité dans le cadre du plan de retraite du groupe ou des plans de congés de fin de carrière,
b) le personnel en activité, pour les droits acquis à la clôture de l'exercice.

7 - VENTILATION DU CHIFFRE D'AFFAIRES CONSOLIDÉ

millions de F	1993	1992
Secteur Raffinage-Distribution		
Hors taxe intérieure	18 782	19 285
Taxe intérieure	13 418	13 127
Sous-total	32 200	32 412
Secteur Production	712	725
Total consolidé	**32 912**	**33 137**

8 - EFFECTIF MOYEN DU GROUPE

L'effectif moyen du Groupe, déterminé selon la moyenne arithmétique des effectifs à la fin des quatre trimestres civils, est le suivant :

	Personnel salarié		Personnel mis à la disposition du groupe	
	1993	1992	1993	1992
Cadres	983	998	15	13
Agents de maîtrise	1 228	1 207	–	–
Employés et ouvriers	813	900	95	125
Total	3 024	3 105	110	138

Le personnel salarié comprend les titulaires (marins inclus), les temporaires, le personnel à temps partiel, les malades de longue durée, mais ne comprend pas le personnel détaché hors du Groupe Esso S.A.F.
Le personnel salarié en congé de fin de carrière est également exclu.
Le personnel mis à la disposition de l'entreprise comprend le personnel fourni par des entreprises de travail temporaire et le personnel prêté ou détaché par d'autres sociétés du Groupe Exxon.

Rapport des Commissaires aux Comptes sur les Comptes Consolidés

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En exécution de la mission que vous nous avez confiée, nous vous présentons notre rapport sur :
- le contrôle des comptes consolidés du Groupe, tels qu'ils sont annexés au présent rapport,
- la vérification du rapport sur la gestion du Groupe, relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 1993.

1. OPINION SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS

Nous avons procédé au contrôle des comptes consolidés, en effectuant les diligences que nous avons estimé nécessaires selon les normes de la profession.

Nous certifions que les comptes consolidés sont réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les entreprises comprises dans la consolidation.

2. VÉRIFICATIONS ET INFORMATIONS SPÉCIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes de la profession, aux vérifications spécifiques prévues par la Loi. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes consolidés des informations données dans le rapport de gestion du Groupe.

Paris, le 22 avril 1994
Les Commissaires aux Comptes

Daniel Dudon — Edouard Salustro

Comptes *Sociaux*

Esso S.A.F.

Bilan au 31 décembre 1993 Esso S.A.F.

milliers de F

ACTIF	1993 Montants bruts	1993 Amortissements et provisions	1993 Montants nets	1992 Montants nets	
Immobilisations incorporelles :					ACTIF IMMOBILISÉ
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, droits et valeurs similaires	36 165	33 513	2 652	1 909	
Fonds commercial	95 126	342	94 784	87 356	
Immobilisations corporelles :					
Terrains	356 295	14 924	341 371	335 933	
Constructions	1 917 911	885 779	1 032 132	1 041 026	
Installations techniques, matériel et outillage industriels	2 595 606	2 117 275	478 331	491 496	
Autres immobilisations corporelles	335 318	250 631	84 687	84 511	
Immobilisations corporelles en cours	132 208		132 208	131 432	
Avances et acomptes	11 132		11 132	24 485	
Immobilisations financières (1) **:**					
Participations	1 098 260	3 504	1 094 756	1 094 605	
Créances rattachées aux participations	43 049	15	43 034	38 078	
Prêts	4 034		4 034	5 475	
Autres immobilisations financières	2 528		2 528	2 479	
TOTAL I	6 627 632	3 305 983	3 321 649	3 338 785	
Stocks et en-cours :					ACTIF CIRCULANT
Matières premières et autres approvisionnements	674 122		674 122	768 214	
En-cours de production - Produits	424 767		424 767	416 467	
Produits finis	1 250 608		1 250 608	1 386 013	
Créances :					
Créances clients, comptes rattachés (2)	955 903	23 046	932 857	1 042 452	
Autres	1 718 933	573	1 718 360	1 476 381	
Disponibilités	147 398		147 398	75 848	
Charges constatées d'avance (3)	191 676		191 676	178 481	COMPTES DE RÉGULARISATION
TOTAL II	5 363 407	23 619	5 339 788	5 343 856	
Écart de conversion actif	1 328		1 328	2 003	
TOTAL GÉNÉRAL	11 992 367	3 329 602	8 662 765	8 684 644	
Notes relatives à l'actif					
(1) dont à moins d'un an			2 378	1 985	
(2) dont à plus d'un an					
(3) dont à plus d'un an			78 361	51 058	

Bilan au 31 décembre 1993 Esso S.A.F.

Avant répartition — milliers de F

	PASSIF	1993	1992
CAPITAUX PROPRES	**Capital social entièrement versé**	595 898	595 898
	Prime d'émission et fusion	66 363	66 363
	Écart de réévaluation 76	430 724	431 387
	Réserves :		
	Réserve légale	59 590	59 590
	Plus-values nettes à long terme	1 641 654	206 102
	Réserve générale	6 357	6 357
	Report à nouveau	715 487	968 448
	RÉSULTAT DE L'EXERCICE - BÉNÉFICE	**638 772**	**1 824 663**
	Subventions d'investissements	-	-
	Provisions réglementées :		
	Amortissements dérogatoires	152 248	151 630
	Provisions pour fluctuation des cours	1 013 628	1 184 767
	Autres	7 035	7 796
	TOTAL I	5 327 756	5 503 001
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	**Provisions pour risques :**		
	Provisions pour perte de change	1 328	2 003
	Autres	55 268	18 554
	Provisions pour charges :		
	Pensions et obligations similaires	93 642	119 160
	Autres	4 621	500
	TOTAL II	154 859	140 217
DETTES (1)	Emprunts obligataires non convertibles	-	-
	Emprunts, dettes auprès des établissements de crédit (2)	218 162	357 323
	Emprunts et dettes financières divers	40 331	39 759
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 003 415	885 741
	Dettes fiscales et sociales	1 490 747	1 285 289
	Autres dettes	408 262	459 606
COMPTES DE RÉGULARISATION	**Produits constatés d'avance**	19 233	13 708
	TOTAL III	3 180 150	3 041 426
	Écart de conversion passif	-	-
	TOTAL GÉNÉRAL	8 662 765	8 684 644
	Notes relatives au passif		
	(1) dont à plus d'un an	5 444	5 692
	(2) dont • soldes créditeurs banques	213 201	351 512
	• emprunts à moins d'un an	4 961	5 436

Compte de Résultat de l'Exercice 1993

milliers de F

	1993	1992
Produits d'exploitation :		
Production vendue - produits pétroliers et services	30 187 144	30 341 651
Montant net du chiffre d'affaires	30 187 144	30 341 651
(dont à l'exportation : 3 925 178)		
Production stockée/(déstockée) - produits pétroliers	(127 105)	(207 434)
Solde net des échanges inter-confrères - produits pétroliers	(38 441)	394
Production immobilisée	–	3 701
Subventions d'exploitation	286	260
Reprises sur provisions & amortissements, transferts de charges	133 722	362 615
Autres produits	2 487	16 819
Total	**30 158 093**	**30 518 006**
Charges d'exploitation :		
Achats de marchandises	56	303
Achats de matières premières et autres approvisionnements	8 917 358	8 572 738
Variation de stock	94 092	(18 221)
Autres achats et charges externes	7 814 952	8 989 144
Impôts, taxes et versements assimilés	11 883 969	11 670 111
Salaires et traitements	444 670	447 605
Charges sociales	307 752	330 938
Dotations aux amortissements et aux provisions		
– sur immobilisations : dotations aux amortissements	278 107	268 358
– sur immobilisations : dotations aux provisions	83	83
– sur actif circulant : dotations aux provisions	3 958	4 284
– pour risques et charges : dotations aux provisions	7 425	5 770
Autres charges	54 502	35 442
Total	**29 806 924**	**30 306 555**
1 - RÉSULTAT D'EXPLOITATION	**351 169**	**211 451**
Produits financiers :		
De participations	363 256	197 779
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	1 247	1 012
Autres intérêts et produits assimilés	71 677	66 889
Reprises sur provisions et transferts de charges	1 938	2 699
Différences positives de change	63 809	71 553
Produits nets sur cessions valeurs mobilières de placement	159	581
Total	**502 086**	**340 513**
Charges financières :		
Dotations aux amortissements et provisions	1 328	2 003
Intérêts et charges assimilés	97 537	80 076
Différences négatives de change	23 552	21 076
Total	**122 417**	**103 155**
2 - RÉSULTAT FINANCIER	**379 669**	**237 358**
3 - RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS	**730 838**	**448 809**

Compte de Résultat de l'Exercice 1993

milliers de F

	1993	1992
Produits exceptionnels :		
Sur opérations de gestion	24 688	28 061
Sur opérations en capital	34 232	1 832 007
Reprises sur provisions et transferts de charges	221 498	222 506
Total	**280 418**	**2 082 574**
Charges exceptionnelles :		
Sur opérations de gestion	116 881	169 696
Sur opérations en capital	38 831	127 192
Dotations aux amortissements et provisions	84 266	47 760
Total	**239 978**	**344 648**
4 - RÉSULTAT EXCEPTIONNEL	**40 440**	**1 737 926**
Participation des salariés aux fruits de l'expansion	**(20 345)**	**(10 376)**
Impôts sur les bénéfices	(112 161)	(351 696)
5 - RÉSULTAT NET	**638 772**	**1 824 663**

Les montants négatifs sont indiqués entre parenthèses ( ).

Analyse du Chiffre d'Affaires Hors T.V.A.

millions de F

	1993	%	1992	%	1991	%
Carburants auto	3 202,0	18,3	3 497,9	19,7	4 181,2	19,6
Distillats	5 542,9	31,7	5 181,9	29,2	6 768,4	31,7
Fiouls lourds	1 009,5	5,8	1 163,2	6,5	996,5	4,7
Autres produits	4 217,6	24,1	4 340,6	24,4	4 798,4	22,3
Pétrole brut et bases pour la chimie	3 503,9	20,1	3 598,3	20,2	4 630,5	21,7
Ventes hors taxes	17 475,9	100,0	17 781,9	100,0	21 375,0	100,0
Services hors taxes	965,6		985,5		1 007,7	
	18 441,5		18 767,4		22 382,7	
Taxe intérieure	11 745,6		11 574,3		11 693,0	
Chiffre d'affaires*	**30 187,1**		**30 341,7**		**34 075,7**	
Répartition géographique du chiffre d'affaires :						
– France	26 261,9		24 235,1		26 065,7	
– Étranger	3 925,2		6 106,6		8 010,0	
Total	**30 187,1**		**30 341,7**		**34 075,7**	

* Les facturations réciproques entre confrères dans le cadre d'échanges de produits ne font pas partie du chiffre d'affaires.

RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

Les comptes annuels sont établis selon les normes définies par le Plan Comptable Général, compte tenu des adaptations relatives au plan professionnel des industries du raffinage et de la distribution des hydrocarbures, approuvées par le Conseil National de la Comptabilité le 12 mars 1984.

Les méthodes d'évaluation décrites ci-après sont similaires à celles qui étaient en vigueur pour l'établissement des comptes de l'exercice 1992 :

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont inscrites au bilan à leur coût d'acquisition ou à leur coût de production par l'entreprise. Les dépenses ayant pour objet de prolonger de manière significative la durée de vie des installations industrielles sont immobilisées. Les immobilisations corporelles inscrites au bilan et acquises avant le 31 décembre 1976 ont fait l'objet de la dernière réévaluation légale.

La dépréciation des immobilisations corporelles est constatée par la voie d'amortissements linéaires faisant l'objet d'un plan d'amortissement et calculés en fonction de la durée de vie prévue pour chaque catégorie d'immobilisations, selon les normes généralement admises dans la profession :

Constructions	10 à 20 ans
Dépôts	10 à 15 ans
Installations matériel et outillage	5 à 15 ans
Matériel de transport	5 à 15 ans
Mobilier et matériel de bureau	5 à 10 ans

Quand les dispositions fiscales l'autorisent, un complément d'amortissements (dégressifs) est constaté par la voie d'amortissements dérogatoires.

Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles (fonds de commerce) ne sont pas amorties ni dépréciées dans la mesure où des plus-values potentielles certaines leur sont attachées.

Immobilisations financières

La valeur brute des titres de participation est constituée par leur coût de souscription ou d'acquisition par la société, augmentée, pour les participations acquises avant le 31 décembre 1976, par l'effet de la dernière réévaluation légale.

A la clôture de l'exercice, il est procédé à la comparaison de la valeur brute avec celle de la quote-part des capitaux propres que les titres représentent. Dans les cas où cette dernière est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence, sauf dans les cas où il existe des plus-values potentielles certaines, comme le fonds de commerce de Worex S.N.C.

Stocks

Les pétroles bruts et les produits finis ou semi-finis sont évalués suivant la méthode FIFO. Les stocks de marchandises non pétrolières et de matières consommables d'exploitation et d'entretien sont évalués selon la méthode du prix moyen pondéré.

Les coûts de production comprennent la valeur CAF des pétroles bruts mis en œuvre, les charges directes et indirectes de production y compris l'amortissement des biens concourant à la production, mais exclusion faite de tous frais financiers.

En ligne avec la norme professionnelle, le coût de production au niveau du raffinage est déterminé pour chaque produit en ventilant le coût global proportionnellement à la valeur relative attribuée à chacun d'eux, le coût des produits intermédiaires étant obtenu en déduisant les frais de transformation restant à supporter pour compléter le cycle de fabrication.

Pour l'arrêté des comptes, la valeur des stocks à la clôture de l'exercice établie selon la méthode FIFO est comparée à leur valeur vénale au 31 décembre compte tenu des perspectives de vente pour les hydrocarbures présents dans l'inventaire, y compris pour les stocks de brut qui sont valorisés en équivalents produits. Si la valeur vénale est inférieure au coût de production, une provision pour dépréciation est constituée. La vérification effectuée pour la clôture des comptes 1993 a montré qu'il n'y avait pas lieu de constituer une provision pour dépréciation des stocks de brut et de produits pétroliers.

Opérations en devises

Les charges et produits en devises sont enregistrés pour leur contre-valeur à la date de l'opération. Les dettes, créances, disponibilités en devises figurent au bilan pour leur contre-valeur au cours de la fin d'exercice. La différence résultant de la conversion des dettes et créances en devises à ce dernier cours est portée au bilan en "écarts de conversion Actif ou Passif".
Dans la mesure où elles sont liées à des opérations commerciales courantes, les pertes latentes de change font l'objet d'une provision pour risques. Par contre, les profits latents ne sont pas incorporés dans le résultat.

Chiffre d'affaires

Selon la norme comptable professionnelle, le chiffre d'affaires inscrit au compte de résultat inclut les taxes spécifiques sur les produits pétroliers comprises dans les prix de vente. Par contre, les facturations réciproques entre confrères, dans le cadre d'échanges visant à la mise en place économique de produits, ne figurent ni dans le chiffre d'affaires, ni dans les achats. Le solde net temporairement déséquilibré de ces opérations fait l'objet d'une ligne spéciale dans le compte de résultat corrigeant la variation de production stockée.

Impôts

La société Esso S.A.F. est la tête de groupe d'un groupe d'intégration fiscale. Chaque société comprise dans cette intégration prend en charge dans ses comptes l'impôt correspondant à ses propres résultats.

NOTES RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

milliers de F

ÉTAT DE L'ACTIF IMMOBILISÉ	Valeur brute au début de l'exercice	Acquisitions nouveaux prêts...	Virements de poste à poste	Cessions mises hors service rembour-sements de prêts	Valeur brute en fin d'exercice
Immobilisations incorporelles					
Total I	**121 411**	**10 224**	**41**	**385**	**131 291**
Immobilisations corporelles					
Constructions	1 854 740	82 642	37 176	56 647	1 917 911
Installations techniques, matériels et outillages industriels	2 542 528	94 424	29 976	71 322	2 595 606
Autres immobilisations corporelles	666 602	38 039	9 959	22 987	691 613
En-cours et autres	155 918	64 574	(77 152)		143 340
Total II	**5 219 788**	**279 679**	**(41)**	**150 956**	**5 348 470**
Immobilisations financières					
Participations	1 098 109	209		58	1 098 260
Créances rattachées à des participations	38 093	7 218		2 262	43 049
Autres immobilisations financières	7 954	50		1 442	6 562
Total III	**1 144 156**	**7 477**	**–**	**3 762**	**1 147 871**
Total général	**6 485 355**	**297 380**		**155 103**	**6 627 632**

ÉTAT DES AMORTISSEMENTS

milliers de F

	Amortis-sements au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Virements de poste à poste	Diminutions amortis-sements cessions mises hors service	Amortis-sements en fin d'exercice
Immobilisations incorporelles	30 820	1 845	(11)	185	32 469
Immobilisations corporelles	3 110 904	276 262	11	118 568	3 268 609
Immobilisations financières	874				874
Total	**3 142 598**	**278 107**	**–**	**118 753**	**3 301 952**

RÉÉVALUATION LÉGALE 1976

Esso S.A.F. a procédé à la réévaluation légale de ses immobilisations au 31 décembre 1976.
1. La réserve de réévaluation figurant au bilan représente la réévaluation des participations et des terrains.
2. La provision spéciale de réévaluation s'appliquant aux immobilisations amortissables, s'analyse comme suit :

	milliers de F
– augmentation des montants bruts	395 521
– moins augmentation des amortissements	(324 788)
– moins utilisation cumulée de la marge supplémentaire d'amortissements apportée par la réévaluation	(70 170)
au 31 décembre 1993	**563**

La marge supplémentaire d'amortissement utilisée au cours de l'exercice s'est élevée à 191 milliers de F pour la dotation aux amortissements et à 25 milliers de F pour la valeur nette des immobilisations cédées. En application de la règle fiscale, un montant équivalent a été repris en produit exceptionnel au Compte de Résultat.

VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

milliers de F

Rubriques	Montants début d'exercice	Augmentations	Diminutions	Montants fin d'exercice
Capital social et primes	662 261			662 261
Écart de réévaluation - 1976	431 387		663	430 724
Réserve légale et autres	272 049	1 435 552		1 707 601
Report à nouveau	968 448		252 961	715 487
Résultat 1992	**1 824 663**		**1 824 663**	–
Résultat 1993	–	**638 772**		**638 772**
Subventions d'investissement	–			–
Provisions réglementées :				
– pour fluctuation des cours	1 184 767		171 139	1 013 628
– pour investissement	493		461	32
– spéciale de réévaluation 1976	779		216	563
– plus-values réinvesties	6 524		84	6 440
– amortissements dérogatoires	151 630	37 866	37 248	152 248
Total	**5 503 001**	**2 112 190**	**2 287 435**	**5 327 756**

Note : Les comptes d'Esso S.A.F. sont consolidés par Exxon Corporation, qui détient 81,55 % du capital.

PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

milliers de F

Catégories de provisions	Montants début d'exercice	Augmentations	Diminutions	Montants fin d'exercice
Pour pensions et obligations similaires	119 160	7 875	33 393	93 642
Autres provisions :				
– pour perte de change	2 003	1 328	2 003	1 328
– pour risques exceptionnels	18 554	43 100	6 386	55 268
– pour charges exceptionnelles	500	4 621	500	4 621
Total	**140 217**	**56 924**	**42 282**	**154 859**

AUTRES PROVISIONS

milliers de F

Catégories de provisions	Montants début d'exercice	Augmentations	Diminutions	Montants fin d'exercice
Sur immobilisations	3 970	83	22	4 031
Sur actif circulant	28 703	3 958	9 042	23 619
Total :	**32 673**	**4 041**	**9 064**	**27 650**

Notes : 1 - Les provisions pour pensions comprennent :
- la garantie de ressources accordée au personnel retraité conformément au plan de retraite de la Société, pour la période comprise entre la date de départ et la date de liquidation des droits acquis auprès des différents organismes de retraite ;
- le coût des plans de congés de fin de carrière et de restructuration mis en place par la Société.

2 - En matière de pensions et obligations similaires, voir également les engagements hors bilan dans la présente annexe.

TABLEAU DE FINANCEMENT DE L'EXERCICE

millions de F

RESSOURCES	1993	1992
Capacité d'autofinancement de l'exercice	758	524
Produits de cessions d'immobilisations	34	1 487(1)
Remboursement d'immobilisations financières	–	7
Réduction de l'actif circulant	221	–
Autres ressources	141	6
TOTAL	1 154	2 024

EMPLOIS	1993	1992
Acquisitions d'immobilisations	289	572
Dividende mis en paiement	596	596
Réduction de l'endettement	–	523
Autres emplois	269	333
TOTAL	1 154	2 024

(1) : net d'impôt : (313) MF

ÉTAT DES ÉCHÉANCES DES CRÉANCES ET DES DETTES

milliers de F

Créances	Montants bruts	Degré de liquidité de l'actif : à 1 an au plus	à plus de 1 an
Actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations	43 049	348	42 701
Prêts	4 034	2 030	2 004
Autres immobilisations financières	2 528		2 528
Actif circulant :			
Créances clients et comptes rattachés	955 903	955 903	
Autres créances	1 718 933	1 718 933	
Sous-total	**2 724 447**	**2 677 214**	**47 233**
Charges constatées d'avance	191 676	113 315	78 361
Total général	**2 916 123**	**2 790 529**	**125 594**

Dettes	Montants bruts	Degré d'exigibilité du passif : à 1 an au plus	de 1 à 5 ans	à plus de 5 ans
Emprunts et dettes - Établissements de crédit	218 162	218 162		
Emprunts et dettes financières diverses	40 331	34 887	5 444	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 003 415	1 003 415		
Dettes fiscales et sociales	1 490 747	1 490 747		
Autres dettes	408 262	408 262		
Sous-total	**3 160 917**	**3 155 473**	**5 444**	
Produits constatés d'avance	19 233	19 233		
Total général	**3 180 150**	**3 174 706**	**5 444**	–

Cette analyse se rapportant au bilan avant répartition, le dividence proposé à l'Assemblée Générale du 14 juin 1994 ne figure pas parmi les dettes.

ÉLÉMENTS RELEVANT DE PLUSIEURS POSTES DU BILAN

milliers de F

Postes concernés	Entreprises liées au Groupe Exxon	Entreprises avec lesquelles existe un lien de participation	Créances/dettes représentées par des effets de commerce
A l'actif :			
Participations	1 034 866	59 890	
Créances rattachées à des participations	5 981	37 053	
Créances clients et comptes rattachés	66 056		110 272
Autres créances	1 480 198	6 420	
Au passif :			
Emprunts et dettes financières diverses	23 175	11 712	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	416 155		
Autres dettes	71 468		
Charges financières	2 773	1 448	
Produits financiers	407 716	26 795	

COMMENTAIRES SUR LA SITUATION FISCALE

A. Ventilation de l'impôt sur les bénéfices — milliers de F

Exercice 1993	Avant Impôt	Impôt sur les sociétés	Après Impôt
Résultat courant	730 838	116 966	613 872
Résultat exceptionnel (et Participation)	20 095	(4 805)	24 900
Résultat comptable	750 933	112 161	638 772

B. Accroissement et allégement de la dette future d'impôt — milliers de F

Différences temporaires entre résultat comptable et résultat fiscal	montant en fin d'exercice	(accroissement)/ allégement de la dette d'impôt sur l'exercice
Accroissement de la dette future d'impôt		
Provisions réglementées :		
Provision pour fluctuation des cours	1 013 628	57 041
Amortissements dérogatoires	152 248	(206)
Autres	6 440	28
Total	**1 172 316**	**56 863**
Allégement de la dette future d'impôt		
Charges non déductibles temporairement :		
Dettes sociales provisionnées	126 982	(7 515)
Autres	18 127	1 075
Total	**145 109**	**(6 440)**

RÉMUNÉRATION GLOBALE ALLOUÉE AUX ORGANES DE DIRECTION
AVANTAGES ET CRÉDITS CONSENTIS PAR LA SOCIÉTÉ

Compte tenu de l'organisation d'Esso S.A.F., les informations ci-après concernent les membres du Conseil d'Administration et/ou du Comité Directeur de la société, faisant partie du personnel salarié, ou recevant des jetons de présence.

- Montant global versé aux dirigeants de la société : 7 429 762 F
- Garantie de prêts bancaires : néant.

FILIALES ET PARTICIPATIONS

milliers de F

Sociétés ou groupes de sociétés	Capital social	Autres capitaux propres hors résultat	Quote-part du capital détenue (en %)	Valeurs d'inventaire des titres détenus	Prêts et avances consentis par la Société	Montant des cautions et avals donnés par la Société	Chiffre d'affaires de l'exercice	Bénéfice net (ou perte) de l'exercice	Dividendes encaissés par la Société
A/ Renseignements détaillés concernant les participations dont la valeur d'inventaire excède 1 % du capital d'Esso S.A.F.									
1. Filiales (+ de 50 % du capital détenu par Esso S.A.F.)									
– Esso REP	50 855	478 253	89,88	518 878	–	31 272	1 108 986	273 236	317 229
– Worex S.N.C.	10 320	–	99,99	55 069	27 799	–	3 539 708	9 405	15 923
– Esso Raffinage S.A.F.	150 000	480 867	99,99	449 998	159 653	–	1 792 290	(2 985)	–
2. Participations (10 à 50 % du capital)									
– Raffinerie du Midi	22 500	40 225	33,33	18 300	–	–	65 182	4 600	936
B/ Renseignements globaux concernant les autres filiales ou participations									
1. Filiales françaises	–	–	–	10 921	170 632	–	–	–	3 310
2. Participations dans des sociétés françaises	–	–	–	41 590	55 112	38 423	–	–	25 858

ENGAGEMENTS HORS BILAN

milliers de F

	1993	1992
Cautions données à des confrères au titre des crédits d'enlèvements en douane, de crédits de droits et des licences de raffinage et de distribution (1)	4 358 116	4 263 450
Effets escomptés non échus	–	48 703
Engagements pour retraites du personnel (2)	1 231 700	1 215 840
Autres engagements donnés	82 705	65 904
Total	**5 672 521**	**5 593 897**

(1) A titre de réciprocité, les cautions de même nature consenties en 1993 par des confrères à Esso S.A.F. et à sa filiale Worex S.N.C. s'élèvent à 3 359 580 milliers de F.

(2) Engagements pris par la société en complément des montants indiqués au chapitre "Provisions pour risques et charges" correspondant à l'estimation sur une base actuarielle des charges futures envers :
a) les membres du personnel ayant cessé leur activité dans le cadre du plan de retraite de la société ou des plans de congé de fin de carrière,
b) le personnel en activité pour les droits acquis à la clôture de l'exercice.

EFFECTIF MOYEN

L'effectif moyen de la société, déterminé selon la moyenne arithmétique des effectifs à la fin des quatre trimestres civils, est le suivant :

	Personnel salarié		Personnel mis à disposition de l'entreprise	
	1993	1992	1993	1992
• Cadres	640	648	–	–
• Agents de maîtrise et techniciens	446	451	–	–
• Employés	33	36	16	20
• Ouvriers	156	190	43	41
Total :	1 275	1 325	59	61

Le personnel salarié comprend les titulaires (marins inclus), les temporaires, le personnel à temps partiel, les malades de longue durée, mais ne comprend pas le personnel détaché dans le Groupe ou hors Groupe.
Le personnel salarié en congé de fin de carrière est également exclu.

Le personnel mis à disposition de l'entreprise comprend le personnel fourni par des entreprises de travail temporaire et le personnel détaché ou prêté par des Sociétés du Groupe.

Rapports des Commissaires aux Comptes

SUR LES COMPTES ANNUELS

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En exécution de la mission que vous nous avez confiée, nous vous présentons notre rapport sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société Esso Société Anonyme Française, tels qu'ils sont annexés au présent rapport,
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi,

relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 1993.

1. OPINION SUR LES COMPTES ANNUELS

Nous avons procédé au contrôle des comptes annuels, en effectuant les diligences que nous avons estimées nécessaires selon les normes de la profession.
Nous certifions que les comptes annuels sont réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé, ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

2. VÉRIFICATIONS ET INFORMATIONS SPÉCIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes de la profession, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.
Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.
En application de l'article 356 de la loi du 24 juillet 1966, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Paris, le 22 avril 1994
Les Commissaires aux Comptes

Daniel Dudon — Edouard Salustro

SUR LES CONVENTIONS RÉGLEMENTÉES

En application de l'article 103 de la loi du 24 juillet 1966, nous vous informons que le Président de votre Conseil d'administration ne nous a donné avis d'aucune convention visée à l'article 101 de cette loi.

Paris, le 22 avril 1994

Edouard Salustro — Daniel Dudon

Commissaires aux Comptes
Membres respectifs des Compagnies Régionales
de Paris et Versailles

**Le rapport annuel a été édité par
la Direction Communication et des Ressources Humaines
d'Esso S.A.F.**

**Conception graphique :
Rohmer Raynaud Richez Blondel**

Couverture : Photo M. Rappilliard

**Photographies de :
Y. Bellier, M. Chokomian, G. Cousseau,
B. Haussaire, J.-F. Ittel, G. Larvor,
L. Pérénom, Studio Pons.**

Imprimerie Landais